HISTORIA
magazine

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 377 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE

SPÉCIAL



LES OPÉRATIONS EN ALGÉRIE : 1954-1959

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*

Directeur : *Yves Courrière*
Rédaction : *J. Fontugne*, *C. Meyer*, *J. Kohlmann*, *François Milles*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebélo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
16 numéros : 373 à 403
45 FF - 45 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection. Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant. Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Médard.


Cl. Azoulay/Paris-Match

Quotidiennement commandos, souvent héliportés, et grandes unités de réserve générale participent aux opérations.

PROCHAIN NUMÉRO : L'ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE

● L'armée d'une révolution

Quelques centaines d'hommes armés de fusils de chasse, de vieux mousquetons, de poignards, qui nomadisent dans l'Aurès et les Nemencha et harcèlent ici et là les postes de gendarmerie : des « hors-la-loi » auxquels les six chefs historiques du F.L.N. ont donné le nom d'Armée de libération nationale. Mais ces guérilleros deviennent des **moudjahidin**, des **moussbilin** et des **fidayin** dont l'audace ne fait que croître. Les forces de l'ordre font face à un vrai mouvement révolutionnaire.

● Les colonels de la guérilla

En 1957, l'A.L.N. est à l'apogée de sa puissance avec environ 40 000 combattants bien équipés en armes légères, disciplinés et entraînés. Mais des dissensions et des rivalités opposent entre eux les colonels des wilayas et l'armée française lance des opérations d'envergure qui provoquent des pertes sévères. En outre, depuis la création des barrages aux frontières, le ravitaillement en armes s'amenuise. La situation de l'A.L.N. devient de mois en mois plus précaire : le reflux est amorcé.

● Les prétoriens du G.P.R.A.

L'A.L.N. de l'intérieur s'affaiblit ; parallèlement, l' « armée des frontières » installée en Tunisie et au Maroc se renforce en effectifs et en armement. Cette force « classique » mais soumise à une propagande politique intensive se prépare à jouer un rôle dans l'Algérie future. Placée sous l'autorité du G.P.R.A., elle est d'ores et déjà résolue à s'assurer une partie du pouvoir. En 1966, elle le prendra en totalité.



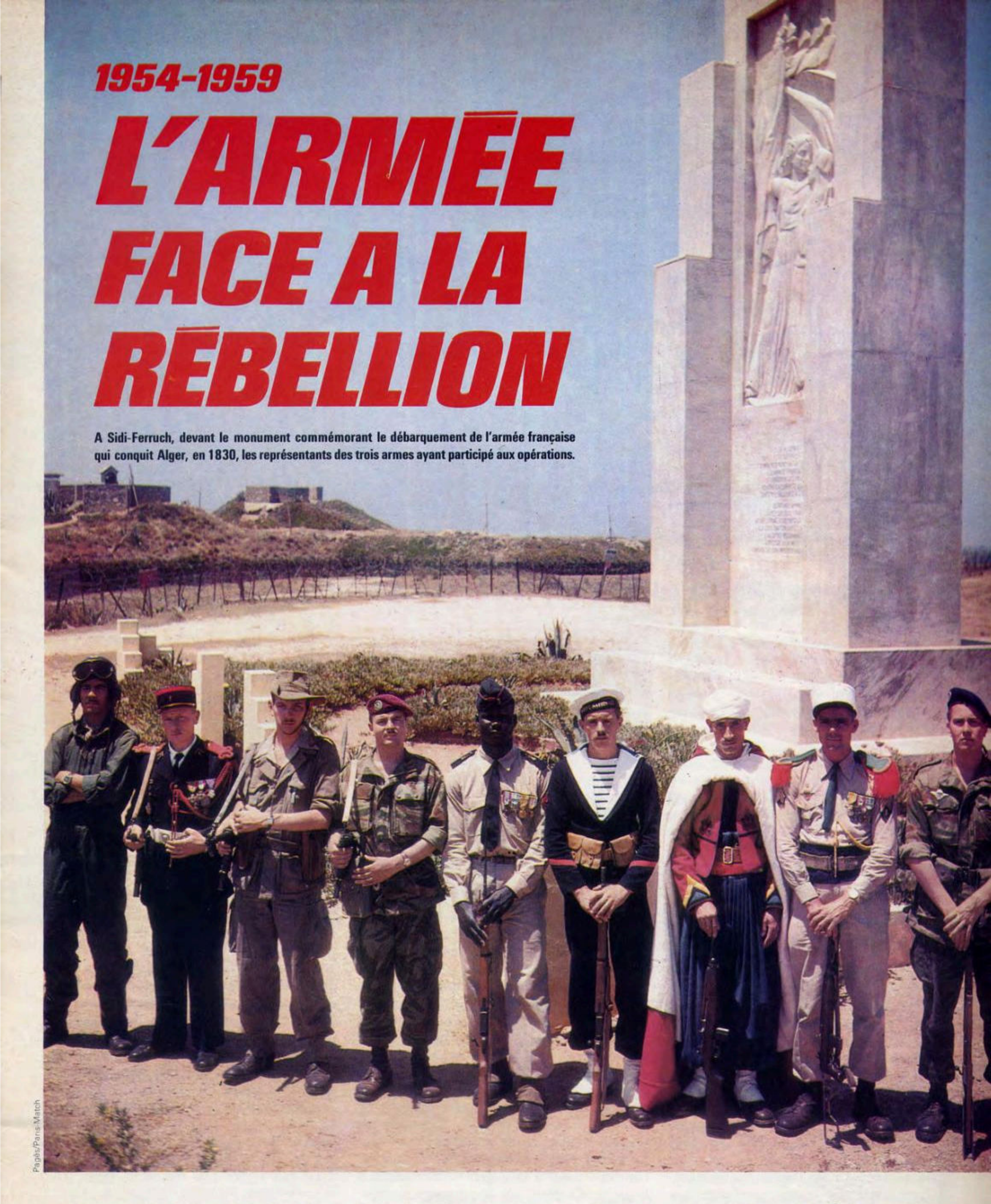


1954-1959 : le temps des opérations.

Sommaire Historia magazine spécial n° 377

1954-1959

L'ARMÉE FACE A LA RÉBELLION



A Sidi-Ferruch, devant le monument commémorant le débarquement de l'armée française qui conquit Alger, en 1830, les représentants des trois armes ayant participé aux opérations.

GUERRE CIVILE ? Révolutionnaire ? Psychologique ? Anticolonialiste ? La guerre d'Algérie fut sans doute un peu tout cela à la fois, si l'on considère que « l'Algérie, c'était la France » et qu'elle constituait dans l'opinion mondiale un élément politique de première importance. La lutte idéologique que se livrèrent à cette occasion les deux blocs antagonistes se manifesta dans les conférences internationales, à l'O.N.U., dans les campagnes de presse, les discours et décisions des chefs d'État. La politique prit d'ailleurs vite le pas sur l'action militaire et détermina la solution du problème.

Pour l'armée, la guerre d'Algérie présente deux aspects contradictoires : la



Doc. gendarmerie nationale

des rizières d'Indochine au djebel algérien

répression et la pacification, l'une et l'autre liées au problème des effectifs. Quoiqu'elles aient été menées de pair, il est nécessaire, pour la clarté de l'exposition, de les traiter séparément.

Quatre grandes phases peuvent schématiquement être distinguées. Les deux premières : de novembre 1954 à la fin de 1956, puis de cette date à l'été de 1958, consacrent le succès de la répression. La mise en œuvre du plan Challe donne à la lutte une orientation nouvelle, plus spécialement exprimée dans une participation de l'armée à la vie politique et administrative du pays. Au cours de la période qui suit, c'est-à-dire à compter du 16 septembre 1959, l'effort s'applique plus spécialement à la pacification, qui finalement se révélera être un échec.

Lorsque, le 1er novembre 1954, la rébellion éclate dans l'Aurès et en Kabylie, les troupes d'Algérie comptent 60 000 hommes. En fait, le général Cherrière ne dispose que de 17 000 hommes, soit la valeur de vingt bataillons d'infanterie; le reste est constitué d'éléments à l'instruction, de garde statique et de services. La guerre d'Indochine est, certes, terminée mais le corps expéditionnaire est loin d'être rapatrié et la situation est préoccupante, au Maroc et en Tunisie notamment, où combattent des troupes prélevées sur les unités d'Algérie. En outre, bien qu'aucun signe notable d'indiscipline ou de réticence ne se soit manifesté, quatorze de ces vingt unités comportent une forte proportion de musulmans.

Les renforts obtenus, qui portent les effectifs à 80 000 hommes début 1955, puis à 105 000 en juillet 1955, ne permettent que de faire front hâtivement à l'extension de la rébellion qui embrase, dès le mois d'août 1955, le Nord constantinois. Très rapidement, le commandement se rend compte que ces actions rebelles ne sont pas qu'un feu de paille et que, pour faire face et protéger les Européens, particulièrement dans le bled, où ils sont fort dispersés et très vulnérables, il va falloir du monde, beaucoup de monde, dont une grande partie, maintenue dans des missions statiques, restera indisponible pour les actions offensives. En outre, dans un désir de conquête des populations, l'armée va être conduite à renforcer ou à suppléer l'administration civile dans les domaines les plus divers.

Les autorités civiles et militaires vont donc s'employer, dès 1955, à accroître les effectifs. Le retour d'Indochine des premières unités, l'envoi de formations de métropole et d'Afrique noire, des mesures de rappel sous les drapeaux de certains disponibles — 150 000 en 1956 — et surtout le maintien des appelés au-delà de la durée légale — certains accompliront jusqu'à trente mois de service — vont permettre de satisfaire ces demandes. Contrairement à la guerre d'Indochine, à laquelle n'avaient participé que des engagés volontaires, les soldats du contingent fourniront la grande masse des effectifs d'Algérie.

Des unités spécialisées locales seront créées : les harkas, qui comprendront jusqu'à 60 000 hommes, les groupes mobiles de sécurité, les mokhazni, tous à base de supplétifs musulmans, les compagnies nomades composées principalement d'engagés nord-africains, les unités territoriales mobilisant à temps partiel certains contingents d'Européens d'Algérie.

Au début de l'année 1956, le chiffre des désertions — 1,25 p. 1 000 — devenant préoccupant, une plus judicieuse répartition des « Français de souche nord-africaine » (F.S.N.A.) et « de souche européenne » (F.S.E.) dans les unités est menée à bien. C'est ainsi que dans les unités de tirailleurs la proportion des musulmans est ramenée à 50 %.

Les efforts se poursuivront dans toutes les formations pour augmenter le nombre des musulmans combattants, qu'ils soient engagés, appelés ou supplétifs; ils atteindront le chiffre d'un sur quatre en 1959. Il s'en ensuivra inévitablement un manque de cohésion des unités, des difficultés de commandement, d'instruction, des risques de perte d'armement, particulièrement par désertion. De plus, les unités auront tendance à se fractionner en deux communautés qui s'observeront parfois avec méfiance, séparées par les mœurs, la religion et dont le seul lien réel restera le combat.

L'augmentation des personnels porte surtout sur les hommes et non sur les cadres. La crainte des représailles du F.L.N. rend très réticents ceux auxquels il est fait appel. Les tentatives pour faire basculer aux côtés de la France certains dissidents de la rébellion, comme les troupes de Bellounis ou de Kobus, seront progressivement abandonnées.

L'élite, de son côté, a plutôt tendance à éviter le service militaire qu'à accepter des promotions. Cependant, le comman-

◀ **Un attentat a été commis par les rebelles contre un car de voyageurs. Des secours sont arrivés et le car est hissé hors du ravin où il avait été précipité.**



La gendarmerie ▶ recherche les auteurs de l'attentat. Un peloton cynophile a été amené sur les lieux. Un chien-soldat est sur la piste des rebelles...

Doc. gendarmerie nationale



Les passagers des autocars comme ceux des voitures font l'objet de vérifications de papiers. Les renseignements sont transmis par radio. ▼

Doc. gendarmerie nationale

dement attachera une attention particulière à ce problème. Des pelotons d'élèves officiers d'active ou de réserve sont constitués, à Strasbourg notamment. Des facilités sont données aux étudiants musulmans pour accomplir la préparation militaire supérieure et leur permettre d'accéder rapidement au grade d'officier de réserve. La formation de moniteurs de la jeunesse musulmane est entreprise à Issoire. Parallèlement, des officiers musulmans sont affectés dans les grands états-majors d'Algérie.

Les effectifs en Algérie vont atteindre, dès la fin de 1956, plus de 400 000 hommes. Ce chiffre ne variera guère jusqu'à la fin de la campagne. Au total, 2 500 000 hommes participeront aux opérations de maintien de l'ordre en Algérie.

En face, l'A.L.N., qui comptait 60 000 hommes en 1957 sur le territoire algérien, n'en comporte plus que 22 000 en 1960. L'étanchéité des barrages, l'efficacité des opérations menées, surtout à partir de 1959, sous l'impulsion du général Challe, ont porté leurs fruits. 10 000 hommes au Maroc et 22 000 en Tunisie composent l'armée rebelle de l'extérieur.

Née dans l'Aurès

Officiellement, le terme de « guerre » n'est jamais employé; les opérations sont qualifiées de maintien de l'ordre. Le mot « guerre » évoque, en effet, l'existence de fronts, de lignes, d'avant, d'arrière. Or, en Algérie, sur une surface supérieure à celle de la France, les accrochages ont lieu n'importe où, parfois au hasard, au milieu d'une population qui semble indifférente et qui continue à vaquer à ses occupations habituelles.

Les affrontements vont revêtir la forme d'accrochages, d'embuscades, de harcèlements, de bombardements comme dans une guerre classique, mais aussi celle d'attentats urbains, de méfaits de toute sorte, de sabotages et de pose de mines, dans une espèce de champ clos que le commandement va s'efforcer de rendre aussi étanche que possible. L'éparpillement dans l'espace et dans le temps donnera aux opérations, sans aucun lien entre elles, un caractère fragmentaire, localisé, indépendant. En revanche, la propagande F.L.N., en gonflant ses initiatives d'une façon démesurée, voudrait leur imprimer la marque d'actions conçues par un état-major et exécutées par des troupes « régulières ».

L'initiative des opérations appartient tout d'abord au « Front de libération nationale » (le F.L.N.), mais, progressivement, les forces françaises parviendront à ralentir le développement de la rébellion et, finalement, à l'arrêter.

La cohabitation de deux communautés différentes à tout point de vue : ethnique, social, économique, religieux, le déséquilibre croissant de leurs conditions de vie, la démographie galopante des musulmans, ont créé en Algérie une situation facilement exploitable pour des nationalistes antieuropéens, panarabes et panislamiques, soutenus par un bloc communiste désireux d'envelopper les positions stratégiques de l'Occident en Afrique du Nord et de les déborder.

Née dans l'Aurès et en Kabylie, la rébellion s'étendra très vite à l'ensemble ▶



Coll. Simon/Photo A. Bétry

l'armée d'Algérie se di

◀ *De gauche à droite et de haut en bas :* **1er hussards parachutistes ; 1er R.C.P. ; 2e R.P.I.Ma. ; 3e R.P.I.Ma. ; 6e R.P.I.Ma. ; 9e R.C.P. ; 11e « choc » ; 13e dragons parachutistes ; 14e R.C.P. ; 17e génie parachutistes ; 18e R.C.P. ; bataillon des transmissions de la 25e D.P. ; 35e R.A.L.P. ; 60e Compagnie génie parachutistes ; 60e Compagnie des transmissions parachutistes ; 1er R.E.P. ; 2e R.E.P. ; 1er R.E.C. ; 2e R.E.C. ; 13e D.B.L.E. ; 1er R.E.I. ; 2e R.E.I. ; 3e R.E.I. ; 4e R.E.I. ; 5e R.E.I. ; 1re Compagnie saharienne portée de légion ; 2e C.S.P.L. ; 3e C.S.P.L. ; 4e C.S.P.L. ; Compagnies portées du 4e R.E.I.**

du Constantinois, puis, à travers les deux Atlas, gagnera, par la propagande et la terreur, les régions de Mascara, Mostaganem, Aflou, pour bientôt régner sur tout le territoire.

La tactique des fellaghas est le sabotage : incendie de fermes, destruction des ponts, des voies ferrées, des lignes téléphoniques. Ces méfaits nécessiteront une présence continuelle aux points menacés, présence pouvant aller de 4 ou 5 hommes à l'effectif d'un bataillon... C'est ce que l'on appela : le quadrillage. Le procédé fut employé à partir de juin 1955 dans le Nord constantinois et de juillet 1956 pour le reste de l'Algérie. Entre ce quadrillage circuleront les forces d'intervention.

Ce système est très coûteux en effectifs; il a en outre l'inconvénient d'éparpiller les formations en groupuscules indépendants qui échappent plus ou moins à l'emprise du commandement. Leur isolement suscite parfois une impression d'abandon préjudiciable au moral. De plus, cette installation hypothèque l'avenir. Comment déplacer en effet une troupe sans soulever les protestations véhémentes des populations saisies de peur, voire de panique?

Conséquence plus grave, l'armée se divise en deux groupes : les forces d'intervention, à l'encadrement sélectionné, à l'armement et aux équipements modernes, aux moyens de transport adaptés — ce qui contribue à leur donner une impression de puissance — et les troupes de secteur, qui font figure de parent pauvre. Avec un encadrement réduit, des équipements et des moyens dérisoires au regard des missions qui leur sont imparties, les troupes de secteur sont constamment sur la brèche : protection des personnes et des biens, poursuite des agresseurs, embuscades. Deux exemples choisis au hasard en sont l'illustration :

Le 6e régiment de cuirassiers, qui porte sur son insigne le chapeau rouge du cardinal de Richelieu, est installé à la frontière algéro-tunisienne à El-Ma-el-Abiod, dans un cantonnement qu'il a bâti.

Le 26 novembre 1956, le commandant de quartier est informé qu'une bande est accrochée au nord d'Oum-Ali et qu'elle tente de se replier vers l'ouest. Avec deux pelotons et une harka, le lieutenant Henneresse l'intercepte. La progression est difficile dans ces terrains ravinés, aux oueds encaissés. Il est malaisé de se servir des canons et des mortiers de peur d'atteindre les éléments français qui gardent le contact. Une manœuvre très hardie du half-track de commandement permet de gagner un oued, clé de la position rebelle et de détruire une mitrailleuse. Au cours de l'opération 17 « hors-la-loi » (H.L.L.) sont tués, 8 hommes faits prisonniers. La fouille des mechtas permet la mise au jour d'un important dépôt d'armes, munitions, produits pharmaceutiques, équipements de toute sorte.

Un après-midi de janvier 1957, la micheline qui va de Blida à Médéa est brusquement arrêtée par l'explosion d'une mine et attaquée par quelques fellaghas. Le lieu de l'embuscade est particulière-

L'ennemi est partout ▶ et nulle part, et l'armée s'épuise à lui donner la chasse, mais il semble se fondre dans la nature. La tactique du « fell » est le sabotage et les points stratégiques – ponts, routes, voies de chemin de fer, viaducs – doivent être gardés.

Levrillé



ment bien choisi : la voie ferrée est en contrebas, au sortir d'un tunnel et si profondément encaissée qu'elle paraît disparaître entre une montagne boisée et un oued maigre et rocailleux. Du piton qui leur tient lieu d'observatoire, les agresseurs ont aperçu le train; ils déclenchent le dispositif de mise à feu, pendant que d'autres se précipitent à la curée pour assassiner les voyageurs.

Deux wagons quittent la voie, s'inclinant heureusement vers la montagne et non vers le ravin. Sur une longueur d'une dizaine de mètres, les rails sont tordus, les traverses de bois déchiquetées. La motrice porte les traces des éclats.

A 300 mètres de là, une patrouille d'engins blindés de reconnaissance (E.B.R) du 1er spahis a entendu l'explosion. Elle se porte immédiatement sur les lieux, se couvrant par des tirs sur le piton boisé.

Un petit groupe commandé par le maréchal des logis Hansen, auquel se joignent un officier et un gendarme qui se trouvaient dans le train, escalade les pentes à la végétation serrée. Ils réussissent à fixer les rebelles et à les abattre. Hansen échappe de justesse à la mort, un de ses hommes clouant par un tir à bout portant le fellagha qui s'apprêtait à lui lancer une grenade. Les troupes du 1er spahis, alertées, lanceront une opération d'assainissement.

Pour faire face à toutes ces missions, le commandement transformera certaines unités — l'artillerie et la cavalerie, entre autres, mettront des unités à pied —, rappellera des formations de réservistes (les unités territoriales) et utilisera les gendarmes mobiles et les gendarmes comme de véritables combattants.

Ces derniers sont chargés du contrôle routier, de l'ouverture de routes, d'escortes multiples, tâches dangereuses mais combien efficaces. En outre, comme en temps de paix, ils se réservent d'établir les procès-verbaux des engagements, les constats de décès des tués « en maintien de l'ordre », avec preuves photographiques à l'appui.

L'organisation des U.T., quant à elle, date du mois de mars 1956. L'instruction de base prévoit leur utilisation dans le cadre d'une « quasi-mobilisation générale ». Ce sont des réservistes rappelés à l'activité trois ou quatre jours par mois afin de protéger les points sensibles jusqu'à l'arrivée des forces d'intervention.

Pastichant Victor Hugo, ils se définiront eux-mêmes :

Bons à toute besogne, à toute heure, en tous [lieux,
Ils s'en vont pesamment sous les regards [curieux,
Accordant au bruit sourd de leur pas solen- [nel,
L'obscur pressentiment d'un labeur éternel.

Dans le corps d'armée d'Oran, où ils sont 30 000, la proportion de musulmans va croissant. Des contacts s'établissent, beaucoup de problèmes particuliers se règlent alors d'eux-mêmes.

Une très grande camaraderie s'instaure entre l'active et la réserve. Ainsi, à Oran, le soir de Noël 1958, les appelés décident de remplacer les U.T. de garde pour que ces derniers puissent passer cette fête en famille. En guise de remerciement, les anciens offriront aux jeunes un réveillon à l'intérieur des postes.

Les missions ne sont pas sans danger. A Oran, dans l'année 1958 : 15 morts, 38 blessés; à Saint-Denis-du-Sig : 5 morts, 5 blessés.

Le colonel Garnier, commandant le groupe subdivisionnaire des U.T. de Constantine, précisait ainsi, en février 1959, la tâche de ses unités :

« Notre mission consiste à assurer la défense locale des communications, des moyens de transmission, des établissements publics et la protection des personnes et des biens. »

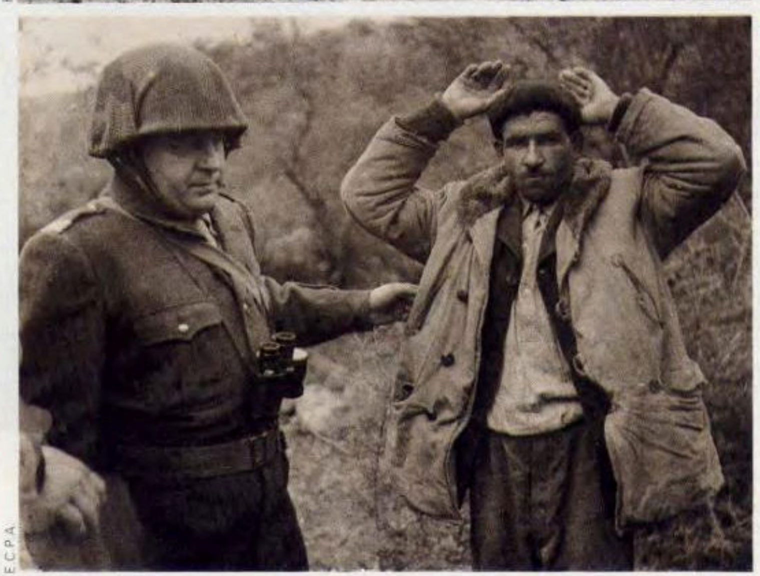
C'est ainsi qu'en décembre 1958, 380 U.T. ont été employés quotidiennement. A Constantine même, une unité formée essentiellement de musulmans a été créée en juin 1957. Elle participe à certaines gardes statiques, à des patrouilles de contrôle et de sécurité. On relève, en outre, à son actif la mise en échec des ordres de grève F.L.N., la surveillance des bureaux de vote lors du référendum et des élections législatives. 19 U.T. du Constantinois ont payé de leur vie l'exercice de ces fonctions.

A Bône, le 8e bataillon d'U.T. est chargé de la défense des réservoirs d'eau de la ville (citernes romaines de l'ancienne Hippone). Par souscription, un poste avec tourelle munie de phares a été construit. Quatre tentatives de sabotage ont pu être repoussées. 22 compagnies veillent sur l'ensemble de la ville, avec une compétence indiscutable. Beaucoup d'hommes ont déjà fait la campagne d'Italie et certains ont refusé de passer la visite pour éviter d'être déclarés inaptes au service.

Les commandants Primiet et de Saint-Germain pourraient énumérer les citations obtenues par leurs hommes. En ▶


ECPA

◀ Mission en Kabylie. Les soldats ont le sourire. Ils ont fait bonne chasse. Faute des rebelles, après lesquels ils couraient, ils ramènent deux beaux moutons qui leur permettront de préparer un excellent méchoui...


ECPA

◀ Opération de police par le 9e zouaves en Kabylie, au mois de décembre 1954. Les 17 000 hommes dont dispose le général Cherrière pour ses opérations militaires ne lui permettent guère de faire face à la rébellion qui s'étend rapidement.

les parachutistes bivouaquent à Alger

voici une : « Le caporal Mattuera a sauvé la vie à un Français musulman le 7 octobre 1956 et, deux jours après, a arrêté un de ses agresseurs. »

Ainsi, grâce aux U.T., le commandement a pu dégarnir les villes au profit du bled. Cependant, l'infanterie ayant à faire face à des tâches de plus en plus lourdes, de nombreuses formations d'artillerie et de cavalerie vont donc être amenées à la suppléer. Le capitaine Raynaud, commandant la batterie de commandement et des services du 31ᵉ R.A. installé à Colbert écrit :

« Ici, nous ne sommes pas des techniciens faisant jouer leurs canons à distance, nous crapahutons comme tout le monde. Fantassins avec le sac au dos, nous droppons le djebel, et c'est fatigant : le massif du Hodna se couvre de neige en hiver, la forêt, refuge idéal pour les hors-la-loi, tapisse le Bou-Tabel. »

Par personnes interposées

L'expérience s'est révélée concluante. Les cadres de carrière — les plus touchés par cette transformation — se sont parfaitement convertis et exécutent à pied toutes les opérations de patrouille, embuscade, contrôle de population. Au 31ᵉ R.A., ils nomadisent même douze jours dans le regroupement de Sidi-Aïssa (2 000 habitants) et l'organisent en autodéfense.

Pendant une seconde période, tout en restant sur la défensive, les forces de l'ordre portent plusieurs coups d'arrêt sévères à la rébellion à Alger et à la frontière algéro-tunisienne.

L'expédition de Suez avait démontré que pour faire pression sur la France il n'était pas nécessaire de la battre sur le terrain. Désapprouvée par l'opinion internationale, même par ceux qui se disaient ses amis, elle s'est inclinée. Le F.L.N. en tire la leçon : il lui suffit désormais de prouver sa représentativité et d'agir à l'O.N.U. par personnes interposées. En conséquence, il déclenche une grève générale et s'apprête à engager des opérations de terrorisme à Alger.

Le but, dit-il, est de « montrer, d'une façon encore plus décisive, l'adhésion totale de tout le peuple algérien au F.L.N., son unique représentant ». Le tout doit être orchestré par une propagande active auprès de tous les sympathisants, aussi bien en Algérie, qu'en France et à l'O.N.U.

Le 7 janvier 1957, Robert Lacoste, délégué du gouvernement, réaliste et courageux, confie au général Massu, commandant la 10ᵉ division de parachutistes, le soin de mener la lutte contre le terrorisme urbain.

Les parachutistes s'installent à Alger dans la seconde quinzaine de janvier. Les

Ducarré

◀ Départ en opération. L'initiative appartient encore aux rebelles, mais plus pour très longtemps. Dès 1955, en effet, les effectifs s'accroissent avec le retour d'Indochine des premières unités, l'envoi de formations...

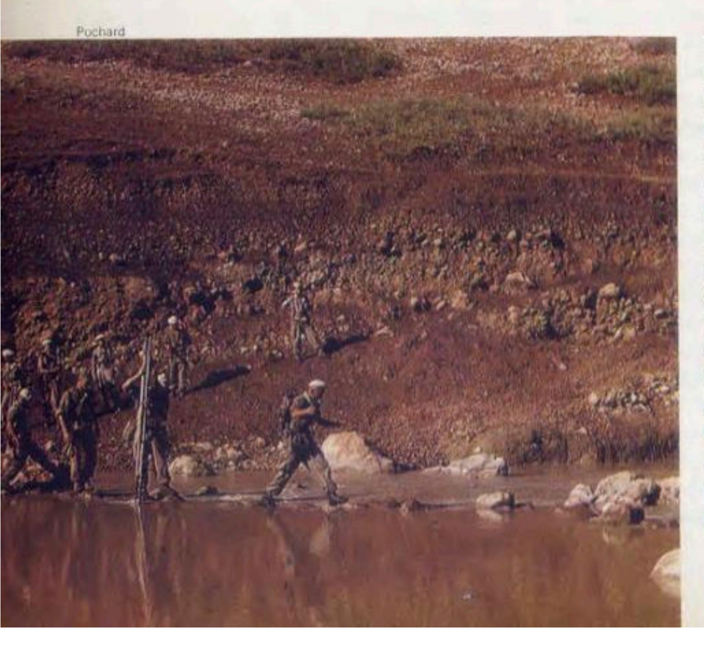


Marty

... de métropole et ▶ d'Afrique noire, le rappel sous les drapeaux de certains disponibles et le maintien des appelés au-delà de la durée légale. Les unités traditionnelles : tirailleurs, spahis, chasseurs d'Afrique...

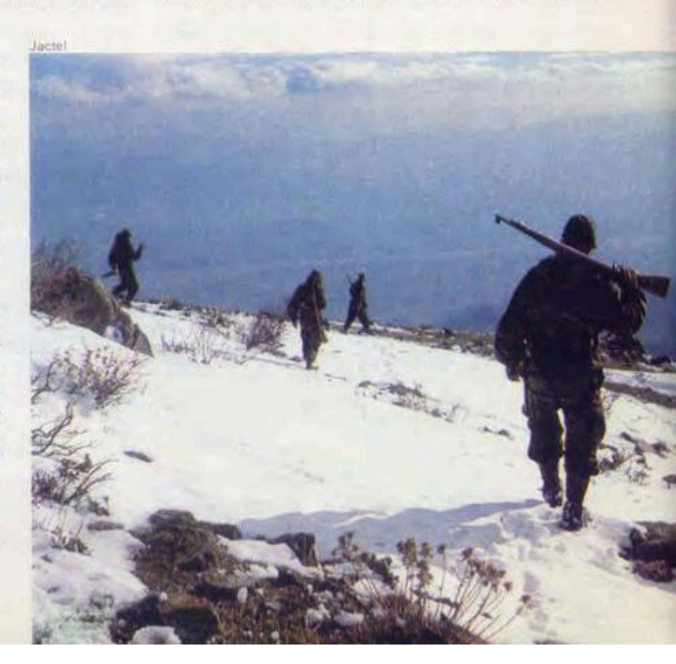
◀ ... zouaves et légionnaires, recevront en renfort des formations nouvelles comme les paras, les marsouins et les bigors. Les troupes recevront du matériel et un armement modernes qui leur donneront à la fois mobilité et puissance de feu...

Pochard



Été comme hiver, par tous les temps, les troupes patrouillent dans le djebel sauvage, à la recherche de l'ennemi qui se fond dans la population, se glisse au creux des oueds, file par les crêtes, se dissimule dans les anfractuosités de la montagne. De leurs refuges plus ou moins inaccessibles, les groupes de *djounoud* harcèlent les unités françaises et leur tendent, jour et nuit, embuscades et pièges.

Jactel





J. C. Archambault

attentats ont déjà commencé : le 18 janvier contre un car à Diar-es-Saada, puis à l' « Otomatic », dans les sous-sols, à la « Cafeteria », au « Coq-Hardi ». Le F.L.N. veut surtout agir sur les écoliers, les ouvriers, les commerçants.

Le général Massu prend les mesures appropriées; le 28 janvier, jour de la grève, les écoliers et les ouvriers sont emmenés en car à leur lieu de travail... tandis que les parachutistes obligent les commerçants à ouvrir leurs magasins. Quelques incidents sont à signaler, en particulier à Hussein-Dey, où le curé ordonne à des soldats du 2e R.P.C. en armes de quitter l'église... Il désapprouvera de la même façon un officier qui conduit des musulmans au travail en camion militaire, sous prétexte que « c'est une atteinte à la liberté ».

Pourtant, ce jour-là, le F.L.N. est tenu en échec : Alger n'est pas une « cité morte » comme il l'avait exigé. Dès le 6 février, les consignes d'alerte sont levées, mais, le 10, les terroristes déposent des bombes dans des stades. Premier bilan : 9 morts, 45 blessés.

Le 16 février, la manœuvre F.L.N. échoue à l'O.N.U., qui exprime sa confiance à la France pour le règlement du problème algérien. Afin d'enrayer la vague de terrorisme et apaiser la crainte que suscitent les menées du F.L.N. chez les musulmans, les soldats se transforment en policiers. Il faut, à partir d'une arrestation, souvent due au hasard, remonter la filière. La Casbah ne s'y prête guère. Dans ce dédale inextricable de ruelles étroites et sombres, d'escaliers qui se croisent, se rejoignent, au milieu d'une foule d'enfants qui s'amusent, vit un monde inconnu et inquiétant d'artisans, fripiers, savetiers, gargotiers, égorgeurs de poulets, écrivains publics, coiffeurs, vendeurs de cacahuètes et de pois chiches, et aussi de péripatéticiennes. Les rues passent sous les maisons qui communiquent entre elles. Une très grande habitude est nécessaire pour en percer le secret.

Treize bombes

Comment, dans de telles conditions, arrêter quelqu'un qui se réfugie dans la Casbah? Il faut une vélocité, un démarrage foudroyant, un coup d'œil exercé pour déceler le suspect au milieu de cette masse grouillante.

Le 11 avril 1957, une patrouille de zouaves arrête un terroriste porteur de documents signalant qu'il faut « enlever une ou deux jeunes filles de très bonne famille » pour les échanger contre Djamila Bouhired, arrêtée le 9 au cours d'un engagement pendant lequel Yacef Saadi et Ali la Pointe, deux chefs importants qui l'accompagnaient, ont réussi à s'enfuir.

Les renseignements conduisent à une autre jeune fille : Djamila Bouazza, employée aux chèques postaux. Elle est arrêtée le 12 mai. Candidement, elle avoue que le F.L.N. ayant demandé pour ce « travail » de belles jeunes femmes que l'« on regarde droit dans les yeux sans remarquer ce qu'elles portent », elle s'était décidée.

Le 18 avril, treize bombes à retardement sont saisies dans la Casbah. Mais le 3 juin, à l'arrêt des trolleybus, trois bombes placées dans des lampadaires explosent encore faisant 9 morts et 89 blessés; le 9, au casino de la Corniche, une bombe fait 7 morts et 83 blessés; 14 doivent être amputés. Comment arrêter ce terrorisme aveugle?... Il ne suffit pas de s'emparer des tueurs, mais de parvenir jusqu'à leurs chefs. Pour ce faire, certains procédés ont été employés... chacun suivant sa conscience les approuve ou les condamne.

C'est ainsi que, le 24 septembre, le grand chef du terrorisme, Yacef Saadi, est capturé dans la Casbah; le colonel ▶

un courant électrique de 5000 volts attend les "djounoud" qui ten

Un *djoundi* est fait ▶ prisonnier. En 1954, il n'est encore qu'un combattant sans uniforme qui dispose de si peu d'armes qu'il lui faut fabriquer des bombes avec des tuyaux de fonte et de la cheddite à partir d'huile de ricin...



E.C.P.A.

Deux officiers de ▶ chasseurs alpins à la binoculaire. Les forces de l'A.L.N. ont considérablement grossi ; elles reçoivent maintenant des armes des pays frères. Pour en venir à bout, l'armée française devra lancer des opérations d'envergure.



J.-Ph. Charbonnier/Réalités

Jeanpierre, qui commande l'opération, est blessé par des éclats de la grenade lancée pour forcer le passage. Le 8 octobre, Ali la Pointe est tué sous les décombres d'une maison qui s'écroule et, le 29 novembre, Raymonde Peschard, les armes à la main, est abattue dans les monts du Hodna au cours d'un accrochage.

Le terrorisme à Alger est décapité. La ville retrouve progressivement son calme, mais cette « bataille » a laissé des traces, surtout en métropole : la confusion s'installe dans les esprits, la subversion s'insinue partout. Le problème algérien s'affirme plus politique et moral que militaire.

Pendant ce temps, aux frontières du Maroc et de la Tunisie, le F.L.N. s'organise.

En février 1957, à l'issue d'une inspection dans ces régions, Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense nationale, qui s'était fait accompagner de Max Lejeune, secrétaire d'État aux Forces armées, devait déclarer :

« C'est à travers elles et non par mer que les rebelles s'approvisionnent essentiellement en armes. On peut le dire, sans l'aide de l'extérieur la rébellion aurait déjà fait long feu.

» Nous avons vu beaucoup d'unités, beaucoup de cadres, beaucoup de jeunes soldats appartenant aux armes les plus variées. Nous avons tenu tout d'abord à examiner le problème posé par la perméabilité des frontières. Cela nous a conduits à passer deux journées dans les postes situés le long de la frontière tunisienne. Du côté marocain, nous avons parcouru plus de 100 km de frontière depuis la Méditerranée jusqu'au niveau d'Oujda. »

En effet, à travers les frontières du Maroc et de Tunisie, le F.L.N. substitue un armement de guerre aux fusils de chasse dont il était pourvu jusqu'alors. Afin d'isoler la rébellion, le commandement français est donc amené à construire des barrages.

Chez un spectateur non averti, le barrage tel qu'il le découvre au sortir d'un virage provoque une véritable déception : c'est « cela », cette simple clôture, de la hauteur d'un homme, flanquée de barbelés encore moins élevés, les lignes Morice et Challe dont on parle tant? Son efficacité n'en est pas moins redoutable.

Le courant électrique de 5 000 volts signale les tentatives de franchissement, et jour après jour, mais surtout nuit après nuit, les troupes protègent le réseau. Mission ingrate que cette surveillance constante à la lueur des phares. Effort monotone et pourtant nécessaire qui tendrait à hypnotiser les volontés. Ce réseau électrique ne vaut toutefois que par la présence, à proximité, de l'artillerie et des blindés capables d'intervenir à la moindre alerte.

Amorcé à l'ouest dans les régions de Nemours, Marnia, Tlemcen sous forme de réseaux minés, continué, à l'est, de Bône à Tébessa, le système est progressivement perfectionné par l'adjonction d'une haie électrifiée et de chaînes radar.

Les barrages risquant d'asphyxier la rébellion, le F.L.N., délaissant l'infiltration, va tenter la pénétration en force de ses compagnies et de ses bataillons, à travers des brèches pratiquées à l'aide d'explosifs. Mais l'obstacle, grâce aux travaux permanents du génie, s'améliore de plus en plus. Les patrouilles motorisées et blindées le sillonnent en permanence et déclenchent à la moindre alerte l'intervention des réserves héliportées.

Des reconnaissances sont effectuées par les rebelles au cours du 1er trimestre 1958 à la frontière tunisienne en vue de déceler les points faibles.

Le F.L.N. veut en effet faire passer en Algérie des katibas entières (compagnies de 120 hommes) bien équipées, munies d'armes de fabrication tchécoslovaque ou britannique; elles doivent attendre près du barrage le moment propice pour le franchir, prendre liaison avec les maquis locaux chargés de les « acheminer » vers leur point de destination. Le passage de l'armement semble revêtir une importance encore plus grande que celui des hommes. Les points principaux de franchissement se situent dans la région de Guelma. Au moment où s'engage la bataille du barrage, la ville est dans un étau que les troupes du secteur n'arrivent pas à desserrer.

Le 24 janvier 1958, le colonel Jeanpierre, avec le 1er régiment étranger de parachutistes, déclenche une opération contre le plus haut sommet des environs : le Mahouna, et les pitons avoisinants. Depuis 2 heures du matin, en colonne par un, les compagnies progressent en silence. Le ciel initialement étoilé se couvre brusquement et, vers 7 heures, il neige; le transport par hélicoptère est sérieusement compromis.

A 7 h 30, du haut du belvédère qui culmine à 1 300 mètres, le colonel Jeanpierre

nt de franchir la frontière

De gauche à droite et de haut en bas : 1er R.A. ; 2e R.A.C. ; 3e R.A. ; 4e R.A.C. ; 7e R.A. ; 8e R.A. ; 10e R.A.C. ; 12e R.A. ; 13e R.A. ; 17e R.A. ; 19e R.A. ; 20e R.A.L.P. ; 23e R.A. ; 24e R.A. ; 25e R.A. ; 27e R.A. ; 28e R.A. ; 30e R.A. ; 31e R.A. ; 35e R.A.L. ; 39e R.A. ; 42e R.A. ; 43e R.A. ; 1/47e R.A. ; 50e R.A. ; 59e R.A. ; 61e R.A. ; 64e R.A.A. ; 65e R.A.A. ; 66e R.A.A. ; 67e R.A.A. ; 72e R.A. ; 93e R.A.M. ; 1er R.A.C. ; R.A.C.M.

photo alain bétry

Coll. Simon/Photo A. Bétry

dirige le combat. Le 1er bataillon, le commando vietnamien et l'escadron de chars, qui manœuvre à pied, accrochent l'adversaire. Le brouillard persistant empêche l'utilisation des hélicoptères... Ordres et comptes rendus sont donnés par radio. Brusquement, la brume se lève, les fellaghas tentent de décrocher, mais les légionnaires, tenaces, les harcèlent et les anéantissent. Les pertes se chiffrent du côté français à 3 légionnaires et 2 Vietnamiens. Du côté des rebelles : 92 tués, 5 prisonniers, 30 fusils, 12 P.M., 1 F.M. et 6 mitrailleuses. Malgré le froid, les légionnaires ne cachent pas leur joie — la mission a été remplie.

Le lendemain, le groupe de commandos de nomades algériens (G.C.N.A.) attaque une petite bande qui cherche à s'approvisionner en Tunisie; une compagnie du 1er R.E.P. lui est envoyée en renfort. 13 « hors-la-loi » sont tués, 5 fusils de chasse, 1 de guerre et 1 colt sont récupérés.

Le 1er R.E.P. ne relâche pas son étreinte : le 28 janvier, l'aviation repère une bande dans un terrain difficile de lentisques hauts de 2 mètres où les rebelles se dissimulent. L'habileté et le courage des légionnaires leur permettront d'obtenir encore un succès particulièrement probant : 52 « hors-la-loi » tués, 3 prisonniers, 1 F.M., 1 P.M., 2 pistolets, une vingtaine de fusils. 7 morts et 15 blessés sont à déplorer.

Le 2 février, des éléments rebelles venant de Duvivier sont interceptés par un commando héliporté du 1er R.E.P. dans un terrain chaotique et broussailleux où l'instruction individuelle trouve toute sa mesure. Par une succession de bonds judicieux, le débordement se dessine, l'encerclement se précise, le soutien des unités voisines permettra de mettre rapidement un point final à cet engagement : 47 tués sont d'abord dénombrés, 6 autres seront découverts peu après dans une grotte. L'armement récupéré : 1 F.M., des P.M., des fusils, des grenades, des munitions de toute sorte, est impressionnant. Le lendemain, la chasse se poursuit; une bande venant de Tunisie se heurte à deux compagnies héliportées. Grâce au concours de l'artillerie et de l'aviation, elle ne tarde pas à être dispersée : 4 mitrailleuses sont récupérées.

Il arrive cependant que ces opérations soient endeuillées par des accidents imprévisibles. Ainsi le 14 février 1958, le 1er R.E.P., engagé dans la région de Guelma, est opposé à une bande rebelle qui a réussi à franchir le barrage. Acculée au fond d'un oued, elle tente d'échapper aux Français installés sur les crêtes. La poursuite est appuyée par le feu d'un avion *Corsair*. Tout à coup, une « roquette » se décroche prématurément et tombe sur les légionnaires. Le spectacle est épouvantable : l'adjudant-chef Herrera est coupé en deux, Baudet, blessé à la poitrine, étouffe, un médecin a un pied à moitié arraché, un lieutenant est amputé des deux pieds, le capitaine est blessé aux jambes. Les légionnaires veulent effacer cet accident et venger leurs camarades. De sa position dominante, l'adjudant Taznadi, avec son fusil lance-grenades, élimine les rebelles les uns après les autres. Plus bas, une compagnie ▶

Ducarré



◀ **Chaque grotte, chaque fissure de la montagne, est visitée. L'utilisation de troupes musulmanes dans la chasse aux *djounoud* donne d'excellents résultats car ils connaissent mieux que personne leurs habitudes et leurs réactions et possèdent une même endurance.**

la lutte sera longue

s'élance à l'assaut en poussant des hurlements terrifiants. Les rafales crépitent, les cris succèdent aux cris, puis le silence... Les légionnaires apparaissent, brandissant 1 F.M. et 2 mitrailleuses.

Plus en arrière, un autre détachement, armé de grenades, déloge les fellaghas retranchés dans les anfractuosités. La lutte est longue, terriblement longue... Au moins six heures... En fin de journée, on dénombre 47 hors-la-loi mis hors de combat.

Mais l'affaire n'est pas terminée... La troupe reste sur le terrain, tandis que, dans le lointain, le 9ᵉ R.C.P., dans l'éclairage fantomatique des *Luciole*, continue la lutte.

Le 20 février, un détachement du 1ᵉʳ R.C.P. se heurte à un « groupe d'acheminement » rebelle. L'engagement est bref, mais les fuyards s'égaillent dans les broussailles. Les B-26, avec leurs fusées éclairantes, les poursuivent. Bilan de la nuit : 32 tués, 11 prisonniers; 3 mitrailleuses, 1 F.M., 3 P.M., une quinzaine de fusils.

L'anniversaire de Camerone

Le 18 mars, les rebelles forcent le barrage. L'action combinée de l'aviation, des hélicoptères, de l'artillerie, des chars, des fantassins permet leur anéantissement presque total. 122 « hors-la-loi » sont tués, 3 mitrailleuses, 9 F.M., un nombre important de fusils tombent entre nos mains. Nos pertes s'élèvent à 12 tués, il y a de nombreux blessés.

Le 6 avril, jour de Pâques, les fellaghas essaient une nouvelle fois de franchir la ligne électrifiée. Sur 200, 50 à peine y parviendront. Les chiens pisteurs s'élancent à leur poursuite et conduisent les légionnaires vers d'épais fourrés au milieu desquels ils découvrent... un veau. Les rebelles ont disparu. Mais un détachement français, en réduisant une grotte, en anéantit 22. Peu après, un héliportage, effectué un peu au hasard, permet l'accrochage... et ce sera l'opération désormais classique dans un terrain difficile. La nuit tombe. Pour maintenir le contact, il est fait appel aux *Luciole* qui fourniront l'éclairage indispensable. Il se révèle cependant insuffisant et le fellagha profitera des moindres trous d'ombre pour se camoufler. L'opération continuera le lendemain après une nuit de veille qui semble interminable.

Le 29 avril, à quelques kilomètres au sud de Souk-Ahras, les troupes F.L.N. franchissent le réseau électrifié (offensive des 1 000) dans le secteur du 9ᵉ régiment de chasseurs parachutistes. Immédiatement, le 1ᵉʳ régiment étranger de parachutistes est mis en alerte.



M. Flament

Le 7 janvier 1957, Robert Lacoste, ministre résidant, confiait à Massu, commandant la 10ᵉ D.P., le soin d'extirper le F.L.N. d'Alger et de reprendre le contrôle de la population musulmane. Les « léopards », se firent alors policiers.



Paris-Match

La localisation des rebelles est très difficile, il faut un héliportage du 9ᵉ R.C.P. pour retrouver le contact. Les renforts accourent : légionnaires, commando vietnamien, parachutistes du 1ᵉʳ R.E.P., la nasse se referme, et les efforts pour briser cet encerclement seront vains.

Toute la nuit, dans un spectacle féerique où fusées éclairantes, *Luciole*, projecteurs inondent le terrain, les rebelles sont fixés au sol et abattus au moindre mouvement.

A 6 heures, le 30, le ratissage commence. En cet anniversaire de Camerone, les légionnaires, déchaînés, réduisent les dernières résistances prises au piège par un barrage rendu infranchissable. 193 hors-la-loi sont tués, 8 faits prisonniers; 6 mitrailleuses, 9 F.M., 45 P.M. et 12 fusils sont récupérés.

Pendant ce temps, à Souk-Ahras, le 2ᵉ R.E.P. du colonel Lefort fête Camerone. Sur la petite place de l'église, une foule recueillie et attentive attend l'arrivée des autorités, qui doivent passer en revue les six compagnies de légionnaires entourant le drapeau. Des motards en gants blancs annoncent les généraux Ducournau et Gilles. Au cours de la cérémonie rituelle, un officier évoque le sacrifice des légionnaires du capitaine Danjou à Camerone, dignes prédécesseurs de ces vaillants guerriers qui s'apprêtent à recevoir la récompense de leur fidélité et du courage manifesté au service de la France.

Poursuivant son action en direction de Guelma, le 1ᵉʳ R.E.P. réussit, le 29 mai, à accrocher deux sections au djebel Taya. Après un échec, le matin, sur le versant nord du djebel Mermera, l'opération est reprise l'après-midi sur le versant sud par deux compagnies héliportées.

A 14 heures, le colonel Jeanpierre, désireux comme d'habitude de situer avec exactitude les armes automatiques qui gênent la progression de ses troupes, effectue une reconnaissance en *Alouette*. Avec son audace et son intrépidité habituelles, confiant en sa baraka, il tourne autour des rochers; ce n'est pas la première fois qu'il se livre à ce manège dangereux. Mais les fellaghas visent l'appareil et réussissent à le toucher. Les hommes au sol le voient amorcer une chute verticale et s'écraser dans les buissons. Les légionnaires se précipitent. Le colonel, attaché à son siège, est sans connaissance, la tête reposant sur le mécanicien, lui-même écrasé contre le pilote. Il meurt à 15 heures; le pilote et le mécanicien ne lui survivront que quelques jours. A ce chef respecté et aimé, les légionnaires rendirent un suprême et émouvant hommage au cours d'une cérémonie d'une haute tenue. H

LE PLAN CHALLE : UN GRAND TOURNANT



J. Prayer

1958 : la guérilla dure depuis quatre ans déjà. Les bandes de *djounoud,* qui se sont constituées en katibas, luttent avec acharnement. Petit à petit, elles ont été repoussées dans le djebel, mais là, elles règnent en maîtresses. Pour juguler définitivement la rébellion, le général Challe, nouveau commandant en chef, décide de déployer des effectifs importants sur des zones montagneuses aussi larges que possible et de les y laisser le temps nécessaire à « ramener l'adversaire à la pointure du secteur ». Alors commencera le temps des grandes opérations. Le 6 février 1959, les troupes attaquent les monts de Saïda, de Frenda et de l'Ouarsenis oranais...

L'INITIATIVE au cours de l'été de 1958 passe aux forces françaises. La lutte prend tout d'abord un caractère politique, que marquent le référendum, les élections législatives et municipales. Elle s'oriente ensuite vers la destruction des bandes armées F.L.N. suivant le plan préparé par le commandant en chef : le général Challe.

Détenant tous les pouvoirs après les événements de mai 1958, l'armée organise le référendum et les élections. Elle va s'efforcer d'obtenir que la population s'exprime librement. Pour s'y opposer, le F.L.N. remet en vigueur le terrorisme, engage des commandos prélevés sur les bandes et tente de saboter les consultations.

Le commandement français déploie alors son dispositif militaire, réorganise la protection, fait preuve d'une activité considérable dans le domaine de la propagande, 80 % des électeurs inscrits pourront ainsi exprimer leur volonté. Le *oui* au référendum recueille une majorité massive.

Les élections législatives et municipales confirmeront les résultats du référendum.

L'armée se trouve alors placée devant des charges nouvelles. Elle entreprend la réorganisation des structures administratives et réussit à obtenir des autorités civiles une coopération sans réticence.

Elle a le mérite d'en concevoir l'ampleur. A tous les échelons, une plus grande coordination entre les autorités civiles et militaires s'instaure : délégué général du gouvernement avec commandant en chef; igames avec commandants des régions territoriales; préfet avec commandants de zone ; sous-préfet avec commandants de secteur.

Le commandant de secteur prend une ▶

les commandos vont

De gauche à droite et de haut en bas : **1er R.I.M. ; 2e R.I. ; 5e R.I. ; 6e R.I. ; 7e R.I. ; 7e R.A.C. ; 8e R.I.M. ; 12e B.I. ; 21e R.I. ; 22e R.I. ; 23e R.I.M. ; 26e R.I.M. ; 35e R.I. ; 39e R.I. ; 43e R.I. ; 44e R.I. ; 47e R.I. ; 49e R.I. ; 51e R.I. ; 57e R.I. ; 60e R.I. ; 67e B.I.P. ; 93e R.I. ; 94e R.I. ; 110e R.I. ; 117e R.I. ; 121e R.I. ; 129e R.I.M. ; 131e R.I. ; 134e B.I. ; 137e R.I. ; 151e R.I.M. ; 152e R.I.M. ; 153e R.I.M. ; 226e B.I.**

Coll. Simon/Photo A. Bétry

importance considérable. Progressivement il va disposer de moyens indépendants de ceux des unités, ce qui lui donne la possibilité de les doser en fonction de la situation du moment.

D'autre part, l'unité d'action de toutes les forces terrestres, aériennes, maritimes, est réalisée. Elle se traduit par la nomination du général commandant la Ve région aérienne en tant qu'adjoint au général en chef; l'adaptation des groupes aériens tactiques à l'échelon corps d'armée est prolongée à celui des divisions, des états-majors combinés se constituent. Cette décentralisation permet une très grande souplesse dans la manœuvre. Un véritable exploit sera accompli par les pilotes, qui, sans transition, passent de la conduite d'un avion supersonique dans le cadre de l'O.T.A.N., à celle d'un avion d'appui ou de reconnaissance.

La marine apporte son concours dans le verrouillage des frontières maritimes, la surveillance des côtes privant la rébellion d'un approvisionnement en armement indispensable. Elle intervient également dans les opérations terrestres par son artillerie navale et ses hélicoptères. Elle fournit, en outre, une demi-brigade de fusiliers marins coopérant avec l'armée.

Dans le domaine tactique, l'effort porte sur l'appui aérien et le renseignement. L'emploi de l'aviation légère et des hélicoptères se généralise.

Désireux de mettre fin définitivement aux méfaits des rebelles et de ramener la paix sur l'ensemble du territoire algérien, le commandement français décide de frapper un grand coup. Un plan de manœuvre, communément appelé plan Challe, est élaboré. Il a souvent été présenté comme « l'enroulement d'un tapis » par les forces agissant de l'ouest vers l'est. C'est une image simpliste où n'apparaissent pas clairement l'idée de manœuvre du commandant en chef et les buts poursuivis. Son intention est, en effet, de traiter massivement de larges zones afin de rendre les résultats irréversibles, de commencer par l'Oranie, la moins touchée par la rébellion, et, progressivement, au fur et à mesure de l'assainissement, de récupérer de nouvelles unités pour les affecter aux réserves générales. Une fois celles-ci bien étoffées, de s'attaquer à la Kabylie, la région la plus agitée, d'y maintenir des forces pour mener à bien la pacification. L'enjeu final demeure en effet la population, la destruction des bandes n'étant qu'un moyen de la gagner.

Ce plan est mis en œuvre à partir du 10 octobre 1958 dans les monts de Saïda, de Frenda, l'ouest de l'Ouarsenis, le djebel Amour.

En janvier 1959, dans le secteur de Teniet, le 5e régiment de chasseurs d'Afrique participe aux opérations avec les compagnies à pied du 131e R.I., du 585e bataillon du train, des harkis à cheval, appuyés par l'aviation. Souple et puissant, il apporte aux fantassins le soutien de ses « Schaffee », coupant les itinéraires de repli, bloquant les percées. Bilan d'une opération : 14 hors-la-loi tués, 2 prisonniers.

Dans le même temps, les troupes des secteurs de Mascara et de Perregaux,



Carte montrant l'extension de la rébellion depuis le ▶ 1er novembre 1954 dans les différentes régions d'Algérie ainsi que les deux barrages construits le long des frontières tunisienne et marocaine.

›voquer chez l'adversaire un sentiment d'insécurité permanent

appuyées par une escadrille de chasse et des éléments héliportés, anéantissent une bande rebelle : 24 tués, 3 prisonniers, 15 armes de guerre et des grenades.

Au nord de Sakamody, une opération de représailles est déclenchée à la suite de l'assassinat, particulièrement odieux, du docteur Auger et de sa femme. Le centre de fusiliers marins de Siroco, le 2/117ᵉ R.I., des éléments du 3ᵉ R.C.A. y prennent part. Après la mise en place discrète du bouclage, les marins ratissent le terrain et lèvent un rassemblement de rebelles qui tentent de forcer le passage face au 2/117ᵉ. Sept d'entre eux sont mis aussitôt hors de combat. La lutte se poursuit dans l'oued Bou-Sakhrine. L'aviation, guidée par l'aspirant rebelle rallié Hachemi Siouanne, vient à bout des fuyards : 10 hors-la-loi tués, 9 armes et un lot important de documents récupérés. Parmi les cadavres, on identifie Kessar Ali, dit Si Mokrane, et son adjoint Lounès, dit Moustache, auteurs de l'assassinat. Le docteur Auger et sa femme sont vengés.



Les ralliements se multiplient

Le 20 février, dans l'Ouarsenis, entre Guillaumet et Diderot, une vaste opération, forte de la valeur de trois divisions, soutenue par l'aviation et un commando héliporté, permet de neutraliser un très fort rassemblement de « hors-la-loi ». Cloués au sol par l'aviation, encerclés par les troupes du secteur, les rebelles comptent 52 tués et 30 prisonniers; 1 F.M., 1 P.M., 4 P.A., 23 F.G, 35 F.C. sont saisis.

Dans le secteur de Frenda, les troupes du secteur interceptent, le 9 mars, une bande rebelle (12 tués, 10 prisonniers); le 11, poursuivant l'opération, elles mettent hors de combat 21 hors-la-loi, font 7 prisonniers et s'emparent d'un important armement. Le 14 mars, au sud-ouest de Dominique-Luciani, des éléments des secteurs de Saïda et de Frenda, renforcés par un commando de l'air et par l'aviation accrochent une forte bande adverse (32 tués, 15 prisonniers, 23 armes récupérées).

Le 17, dans le secteur de Frenda et la région de Prévost-Paradol, où l'assainissement est en cours depuis plusieurs semaines, les soldats du 5ᵉ G.C.P., avec l'appui d'unités de légion, infligent aux rebelles des pertes sévères : 27 tués, 5 prisonniers; le 20 mars : 28 tués, 9 prisonniers; les 21 et 23 : 68 tués, 16 prisonniers, 2 F.M. et 49 F.G. saisis cependant que, sur le barrage lui-même, les forces de l'ordre interceptent, à 15 km de Méchéria, une caravane transportant 10 000 cartouches et du matériel d'équipement.

L'action du général Challe désorganise profondément le F.L.N. Les barrages isolent la rébellion. Après la destruction



Y. G. Bergès



R. Bail



R. Bail



Pagès/Paris-Match

Tous les moyens sont utilisés pour faire sortir le *djoundi* de son trou : fusils lance-grenades, lance-flammes, etc. Parfois encore, on l'enfume, comme un lapin. L'hiver, même, ne lui laisse aucun répit.

de quelques bandes, le moral des hors-la-loi paraît sérieusement ébranlé. Des mutineries sont fomentées, les ralliements se multiplient. Dans la seule semaine du 13 au 20 avril, le F.L.N. a perdu 687 hommes, dont 35% de prisonniers, 426 armes, dont 8 collectives; 123 hommes se sont ralliés. Les résultats ont été particulièrement sensibles dans les secteurs de Saïda, Frenda, dans l'Ouarsenis. Des responsables politiques et militaires de zone : Belarbi dit Djaffar, Abderrahmane, Missoum Abdelkader ont été arrêtés.

Au cours de la dernière semaine d'avril 1959, l'activité opérationnelle est aussi soutenue. Les succès les plus marquants sont enregistrés dans l'Ouarsenis (djebel Zerzour), où une bande est anéantie près de Molière (92 hors-la-loi tués, 27 prisonniers, 48 armes récupérées) et dans le Sud algérois, région de Champlain, Bou-Skène (98 H.L.L. tués, 31 prisonniers, 75 armes récupérées dont 1 F.M. et 1 mitrailleuse).

Au cours du mois de mai, dans le massif de l'Ouarsenis, le capitaine Camus, sur les indications d'un prisonnier, découvre dans la forêt des Beni-Chahib une première cache contenant les archives d'un poste de commandement fellagha, une deuxième avec documents, machine à écrire, munitions. L'exploitation est faite aussitôt. Les prises se révèlent excellentes : liste des partisans F.L.N. avec leurs emplois. Des hélicoptères H-34 assurent la rotation des parachutistes pendant qu'à terre le 5ᵉ R.E.I. et le 131ᵉ R.I. accrochent une bande, qui se défend avec acharnement. 78 tués, 10 blessés, 5 prisonniers, tel est le bilan provisoire.

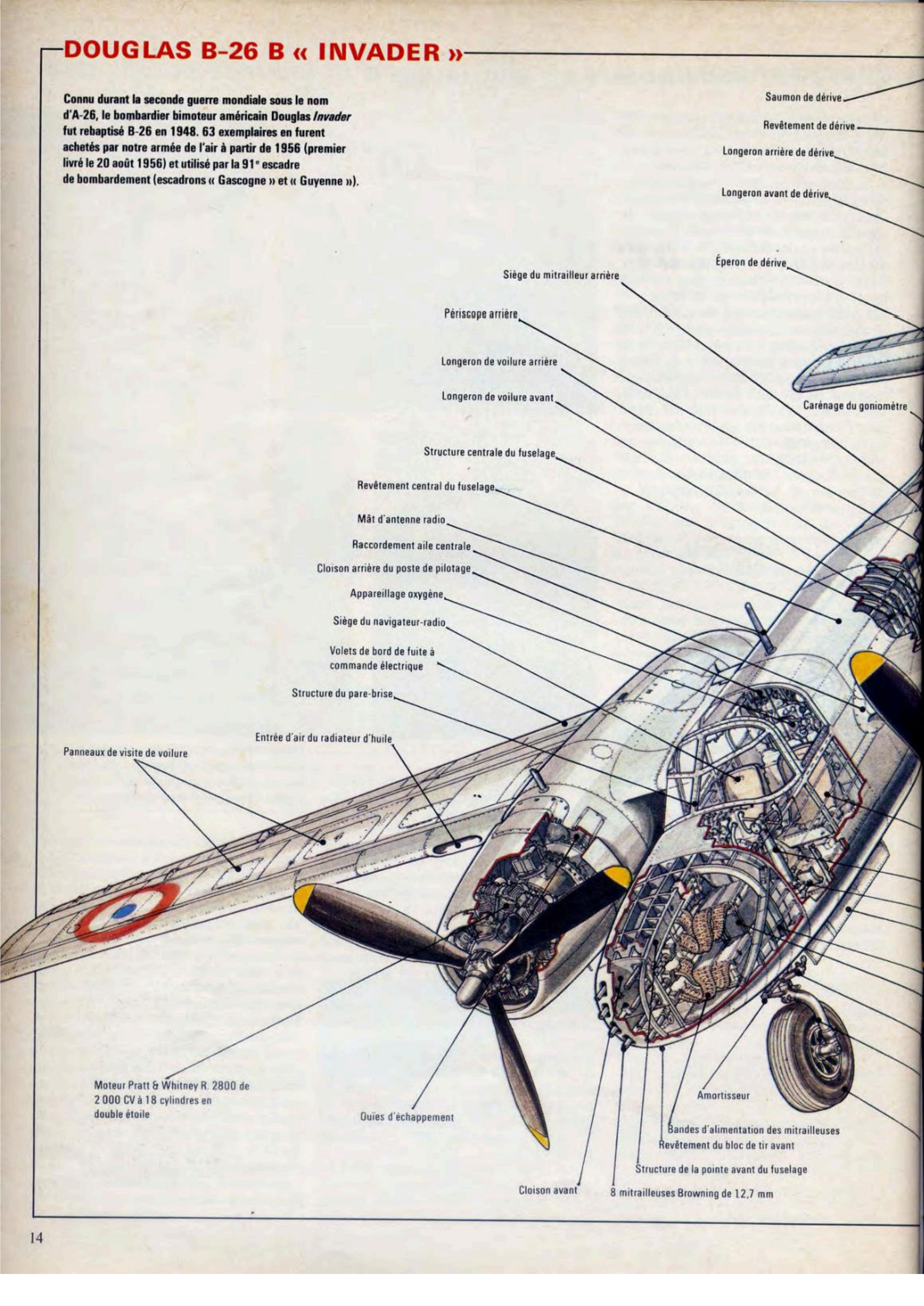
Plus à l'est, dans la région d'Aumale, le commando n° 12 du capitaine Dorade (120 hommes, pour les trois quarts des fellaghas ralliés) harcèle les bandes rebelles. Il fait régner chez l'adversaire un sentiment d'insécurité permanent, frappant de jour et de nuit grâce aux renseignements recueillis par ses membres, notamment Abdelkader et Messaoud.

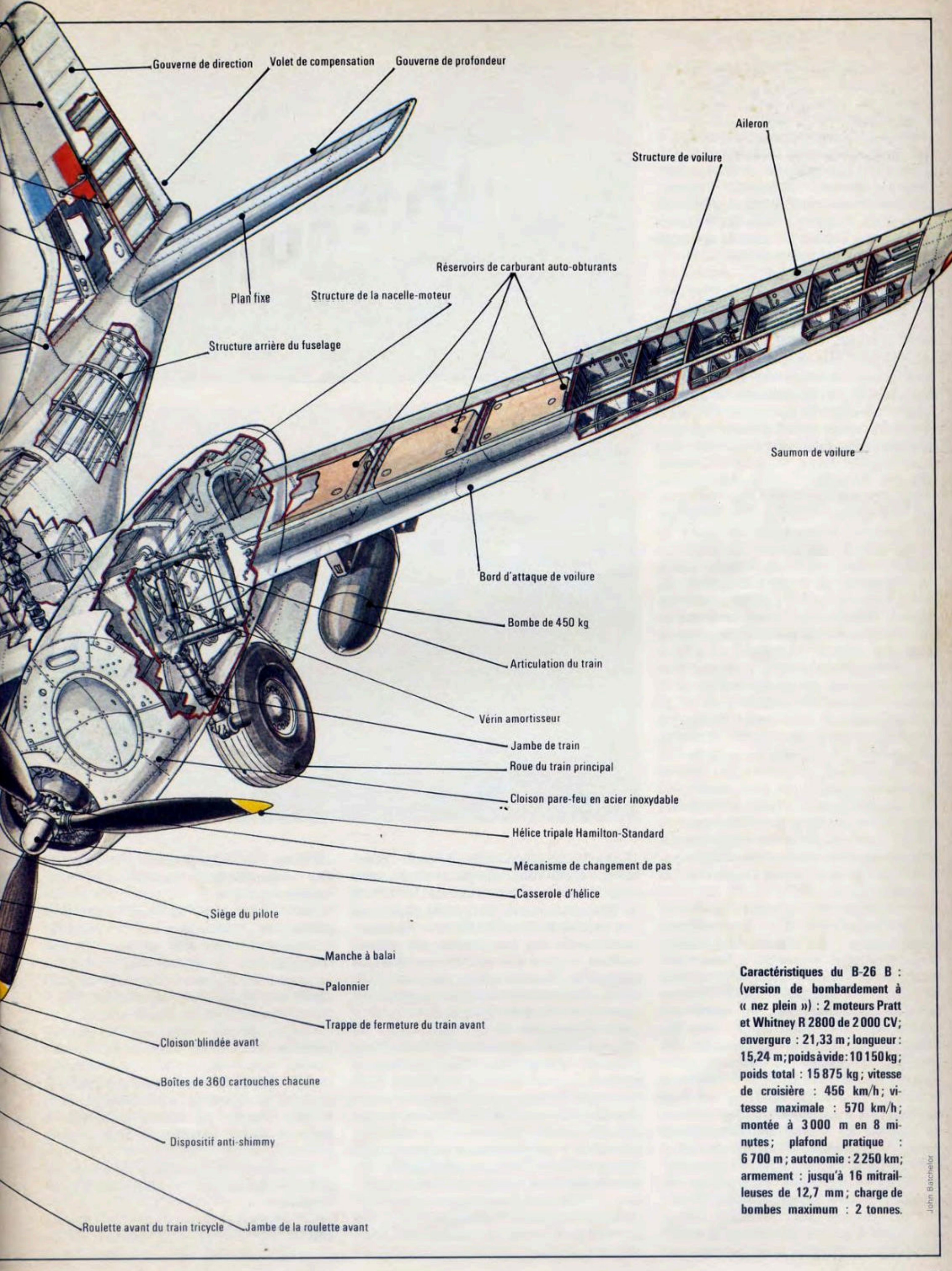
Le 24 avril, à l'est de Tablat, est mis au jour un charnier contenant 37 cadavres.

(Suite page 16)

DOUGLAS B-26 B « INVADER »

Connu durant la seconde guerre mondiale sous le nom d'A-26, le bombardier bimoteur américain Douglas *Invader* fut rebaptisé B-26 en 1948. 63 exemplaires en furent achetés par notre armée de l'air à partir de 1956 (premier livré le 20 août 1956) et utilisé par la 91e escadre de bombardement (escadrons « Gascogne » et « Guyenne »).

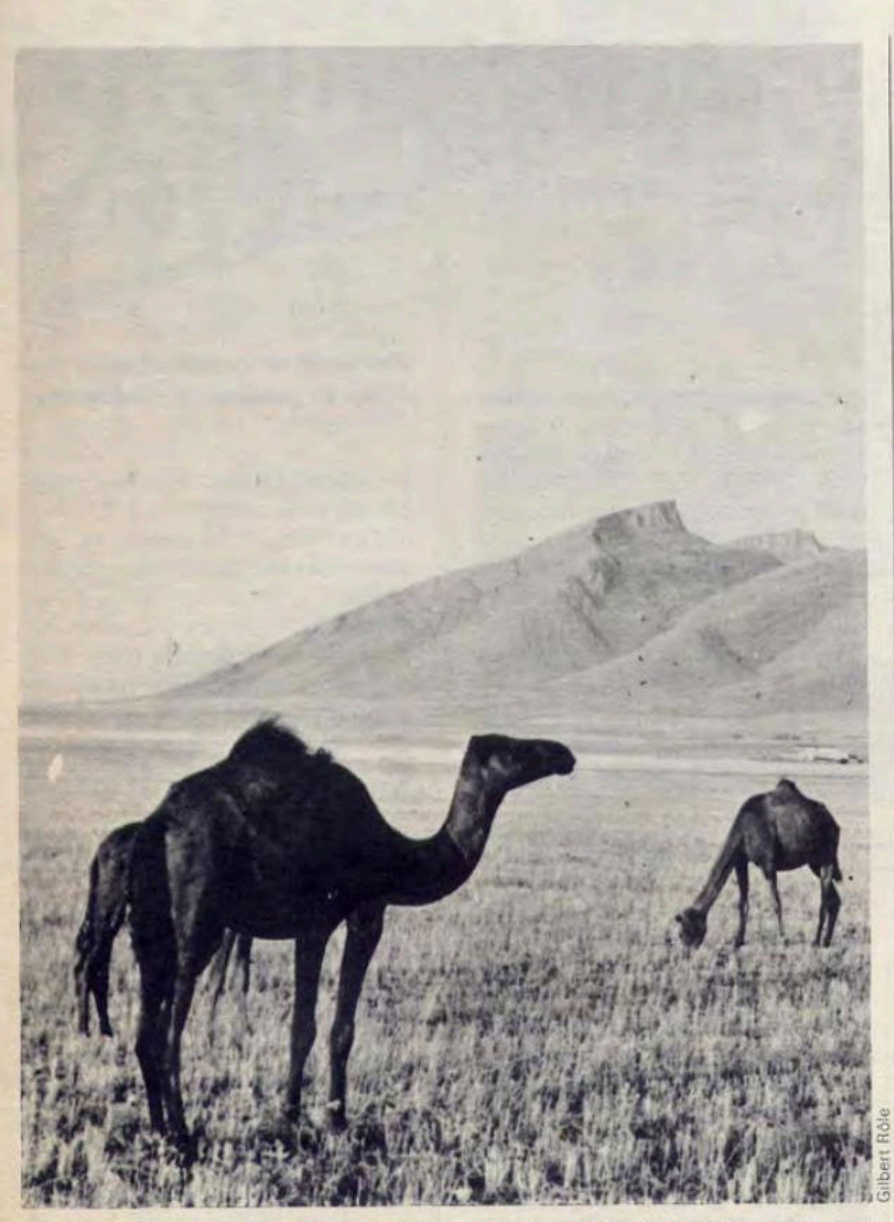




Caractéristiques du B-26 B : (version de bombardement à « nez plein ») : 2 moteurs Pratt et Whitney R 2800 de 2 000 CV; envergure : 21,33 m; longueur : 15,24 m; poids à vide : 10 150 kg; poids total : 15 875 kg; vitesse de croisière : 456 km/h; vitesse maximale : 570 km/h; montée à 3 000 m en 8 minutes; plafond pratique : 6 700 m; autonomie : 2 250 km; armement : jusqu'à 16 mitrailleuses de 12,7 mm; charge de bombes maximum : 2 tonnes.

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 377

Nos lecteurs écrivent...



Gilbert Rôle

Vers le sud-ouest de Canrobert, nous avons découvert l'Algérie de nos livres d'images.

Fidèle lecteur d' « Historia Magazine », je le suis bien souvent à contrecœur car beaucoup de vos articles ne font que renforcer la vaste conspiration de silence et d'hypocrisie qui depuis douze ans entoure la magnifique histoire de l'Algérie française.

Pied-noir, fils d'instituteurs du bled, j'ai vu mes parents combattre la maladie autant que l'ignorance, enseigner l'hygiène comme la grammaire, soigner la teigne et le trachome ; et je n'ai pas le sentiment qu'ils aient été les affreux esclavagistes que l'on laisse entrevoir en parlant des Français d'Algérie.

Quant aux légendes telles que celle selon laquelle les petits musulmans apprenaient que leurs « ancêtres étaient les Gaulois », elles sont souvent ridicules et un souvenir précis me permet de l'affirmer.

Je revois, en effet, étalés sur ma table d'écolier, à Oran, deux livres d'histoire qui m'ont suivi tout au long de l'école primaire. L'un était consacré à l'histoire de France, et, certes, on y pouvait lire que la France s'appelait jadis la Gaule et ses habitants les Gaulois ; l'autre, un grand livre jaune, portait en titre « Histoire de l'Algérie » et les petits Français d'Algérie, chrétiens ou musulmans, apprenaient grâce à lui que les premiers habitants de l'Algérie s'appelaient les Berbères et non les Gaulois ou les Arabes.

Cela étant, je reproche à votre revue d'avoir pris comme cadre de référence l'Algérie de 1954 à 1962.

Quelques numéros préalables sur l'histoire de l'Algérie de 1830 à 1954 n'auraient-ils pas été fort utiles aux lecteurs non avertis ?

En ce qui concerne la période de 1954 à 1962, vous l'avez trop souvent décrite comme l'histoire du F.L.N., de la « libération » de l'Algérie, et un savant dosage vous a permis de faire raconter les événements historiques, politiques et sociaux par des sympathisants du ▶

Précisions pour l'Histoire...

▶ F.L.N. ou du gouvernement français. Les pieds-noirs, témoins essentiels pourtant de cette guerre cruelle, devant se contenter de s'exprimer dans les chapitres « Couscous, merguez et bains de mer ».

Beaucoup de pieds-noirs achètent, comme je le fais, « Historia » chaque semaine, mais ils s'empressent d'ajouter que « c'est pour les photos »...

Le fait que votre revue n'ait pas été contestée par les « chiens de garde de la conscience universelle » ni interdite par le gouvernement nous a rendus sceptiques à son égard.

Sachez que, las de voir salir perpétuellement leur passé et la mémoire de leurs morts, de jeunes pieds-noirs, aidés et encouragés par des historiens, des personnalités ayant joué un rôle essentiel en Algérie, des témoins authentiques, ont décidé de fonder un Cercle de recherche, d'étude et de documentation sur l'histoire de l'Algérie, et cette fois depuis 1830 !

M. M. C...,
78340 Les Clayes-sous-Bois

✶

L'Algérie fut mon pays, j'avais vingt ans, quand je quittai cette terre qui fut celle des miens depuis trois générations, et pourtant rien ne nous appartenait. Peut-être mon arrière-grand-père avait-il eu tort de quitter son Alsace natale pour venir travailler dans de pénibles conditions, cette terre aride... Le soleil, la joie de vivre, l'amitié, l'hospitalité, faisaient de nous des êtres riches de bonheur.

J'ai vu pendant des années mes parents recevoir à la maison des prêtres, des juifs, des musulmans... J'ai vu aussi pendant des années ma grand-mère, qui habitait la Kabylie, partir à travers champs pour faire des piqûres aux malades dans les douars. Un sourire ou un œuf était sa seule récompense.

Ma jeunesse, je l'ai passée entourée de cadavres, de flaques de sang et de déflagrations. Pour moi, l'être qui se trouvait à terre, ensanglanté ou dans un cercueil – peu m'importaient ses origines – me faisait comprendre à quel point je haïssais cette guerre, cette violence et surtout cette politique mensongère.

Et après toutes ces années de souffrances et de désespoir, quand la paix fut là, de nouveau mon cœur se chargea de chagrin et aussi de rancœur. Peu d'êtres pour nous tendre la main, mais beaucoup pour nous critiquer, surtout ceux qui n'avaient jamais mis les pieds en Algérie.

Les lecteurs écrivent et certains témoignages me bouleversent, surtout quand il s'agit d'anciens « jeunes » du contingent qui ont compris notre drame et ont parfois une parole de sympathie pour nous, les Français d'Algérie. Quant à ceux qui nous condamnent, je tiens



Gilbert Rôle

Une partie de l'escadron mixte de la légion de gendarmerie d'intervention.

PATROUILLE EXCEPTIONNELLE

Fidèle lecteur de votre revue, je voudrais vous apporter ce petit témoignage. Je suis très passionné par la petite guerre entre pieds-noirs et métropolitains ; on a beaucoup parlé du fameux verre d'eau refusé aux militaires, des cas rares qui, hélas ! ont existé. Mais il faudrait aussi parler du comportement de certains officiers à l'égard du contingent, qui n'était pas pour donner la foi patriotique au jeune Normand de vingt ans, nouvellement arrivé, qui ne connaissait de l'Algérie que les quelques lignes retenues du livre de géographie de l'école primaire.

Le 39e R.I. avait été formé en 1956 par les rappelés et c'est à Cassaigne que je rejoignis cette unité, ayant fait mes classes au 21e R.T.A. à Nouvion. Le capitaine qui commandait la 5e compagnie avait bien du mal à faire régner la discipline avec ces rappelés qui, à juste raison, attendaient la quille avec impatience.

Après quelques déplacements dans l'Oranie, notre régiment fit mouvement sur le Maroc, où nous étions stationnés à Taourirt et c'est là que les rappelés furent libérés.

Le régiment était maintenant composé d'appelés, qui étaient là pour obéir, pour marcher et faire leur devoir. Un lieutenant, qui venait d'être affecté, se char-

simplement à leur dire que mes deux grands-pères ont fait la guerre 14/18 à Verdun et pour eux c'était une gloire de se battre pour la France. Pas une fois, je ne les ai entendus critiquer les Français de métropole qu'ils avaient défendus dans des conditions parfois inhumaines.

Merci à « Historia Magazine », qui par ses magnifiques photos et ses poignants reportages, m'a fait comprendre, avec le recul, ce drame plus objectivement, mais la plaie, elle, est la même.

Mme J.-P. S...,
69230 Saint-Genis-Laval

✶

Je suis un fidèle lecteur de votre revue *(Guerre d'Algérie).* Je la trouve très objective. Même étant métropolitain, j'ai passé quinze ans en Afrique du Nord, Sahara et A.-O. F. et votre livre me fait revivre les meilleurs moments passés là-bas et aussi bien des heures tragiques que j'ai eues. Je sais que certains comptes rendus ne sont pas tendres pour la gendarmerie mobile... et surtout dans les dernières années. J'ai servi à l'escadron de gendarmerie mobile 4/10 ter Sétif, avec les affrontements avec l'O.A.S. Que voulez-vous, c'est une armée qui est au service de la République et pour la sauvegarde des institutions.

Mais je pense qu'avant ces années tristes et douloureuses qu'a passées l'armée française, la gendarmerie a fait son devoir comme tant d'autres unités.

Je me suis rappelé le jour où j'ai arrêté la traction avant bourrée de documents à la sortie du village de Yayahani sur la route de Sillègue. Nous étions deux gendarmes et un militaire de renfort à l'escadron. Il y a beaucoup de gens qui confondent la gendarmerie mobile avec les C.R.S. Tout est différent avec ces deux unités. Je pense que tout gendarme qui a servi en gendarme a fait son devoir, tout en respectant le plus possible les droits des individus.

Je pourrai vous donner le récit de feu le capitaine Martin, ▶

En patrouille sur une route ; le constat d'un « accident » de la circulation...



Gilbert Rôle

gea de nous le confirmer : la trentaine, sec, une démarche de pantin désarticulé, toute la morphologie d'un rescapé de Buchenwald, portant béret rouge et tenue camouflée, jouant les baroudeurs en roulant ses frêles épaules parmi tous ces jeunes de vingt ans que nous étions ; les rizières d'Extrême-Orient l'avaient beaucoup marqué.

Nous sommes partis en poste sur la frontière pendant un mois à Sidi-Yahia. C'est là que le lieutenant forma son commando, une douzaine de gus, tous volontaires. Le travail consistait à sortir toutes les nuits, à tendre des embuscades sur les différentes pistes qui reliaient le Maroc à l'Algérie. Il arrivait même de croiser en plein djebel, la nuit, une autre patrouille, d'une autre unité, en poste également dans le secteur !

Le lieutenant en avait vu d'autres en Indo, il aimait prendre des risques.

En juin 1957, entre El-Aricha et Berquent, le 2/39e R.I. bivouaque en pleine nature dans la mer d'alfa, la soupe est médiocre ; de l'eau... tout juste pour boire ; pas question de se laver, nous étions sales et couverts de boutons, il fallait coucher à quatre sous de petites tentes. Nous étions trois sections ; toutes les nuits une section partait en embuscade, une autre montait la garde autour du cantonnement et la troisième se reposait, ce qui veut dire que nous dormions une nuit sur trois.

Un soir, vers 21 heures, alors que la section à laquelle j'appartenais était de repos, un caporal-chef passa devant nos tentes en criant : « Rassemblement en armes ! Nous partons en embuscade ! » Une envolée de jurons sortit des tentes : « Ce n'est pas à nous de sortir ! Nous sommes déjà sortis la nuit dernière. » Le caporal-chef essaya bien d'apaiser la colère des hommes sans y parvenir. Il dut rendre compte au lieutenant qui commandait la compagnie en remplacement du capitaine, qui était ▶

La vérité des deux côtés...



Gilbert Rôle

La traversée des villages berbères : aucune hostilité apparente, un peu de curiosité.

avait en renfort une ou deux sections du régiment d'infanterie qui lui aussi a pas mal dégusté.

M. E. C..., 30100 Alès



En réponse à l'article de M. A.P. M..., 33190 Montagoudin, paru dans le n° 102 d' « Historia Magazine » *Guerre d'Algérie,* je voudrais apporter une précision et rétablir la réalité au sujet de la trahison de Sebabna. Le sergent qui a trahi à Sebabna s'appelait Soudani. Il était d'Oran où il exerçait la profession de chauffeur de taxi.

Avec le sous-lieutenant Fournier ont été également assassinés : les sergents Picard, Hernandez Jules et autres camarades d'enfance d'Oran.

Aux obsèques de ces camarades des émeutes ont eu lieu à Oran.

M. H. G..., 34000 Montpellier

▶qui commandait le 4/10 ter. Vous pourrez le lire dans la revue *Gendarmerie nationale* du 3e trimestre 1960.

Du temps que l'on enterrait des gendarmes mobiles à Bordj-bou-Arreridj, un peloton du 4/10 ter, sur renseignement, accrochait une compagnie fell à Aïn-Arnat à quelques kilomètres au sud-ouest de Sétif. Nous avons eu un mort des suites de blessures et une bonne douzaine de gendarmes blessés plus ou moins grièvement.

Je serais très heureux si vous pouviez passer ce récit car cela redorerait le blason de notre pauvre gendarmerie, que l'on a trop tendance à salir, car j'ai participé à ce combat qui dura plus de sept heures. Il y

J'ai lu dans votre supplément au n° 359, avec une surprise amusée, le « complément d'information » qu'un certain M. P. C..., demeurant à Varilhes, a cru devoir vous apporter, et sur la « sortie de la Marine » du général de Gaulle à Aïn-Témou-

PATROUILLE EXCEPTIONNELLE *(Suite)*

▶justement de retour de permission ce jour-là.

Aidé de quelques gradés, dont un sergent-chef, ancien de Corée, le lieutenant nous fit sortir des tentes et nous nous rassemblâmes.

Nous sommes enfin partis en embuscade avec pour toutes munitions une balle par fusil, trois balles par PM et un chargeur complet pour le F.M. Il fallait bien nous endurcir...

Le capitaine qui assista à la scène fit preuve de courage en prenant la tête de la section et en passant toute la nuit avec nous sachant bien qu'en cas d'accrochage il ne pouvait pas compter sur le feu nourri de nos armes. Comme par hasard, la nuit se passa sans incident, chacun resta caché derrière son rocher ou une touffe d'alfa ; personne ne se doutait de ce qui nous attendait ! Et pourtant, il fallait bien réprimer ce refus d'obéissance de la veille ! Vers 5 heures du matin, ce fut le retour au cantonnement et c'est là que nous attendait le lieutenant avec le sourire.

Il nous fit mettre la capote, le casque lourd, remplir les bidons d'eau et toute la section passa devant lui.

Puis « la pelote » commença et dura jusqu'à midi ; pendant six heures, il fallut faire des pompes, courir, se plaquer...

Voilà comment certains officiers voulaient nous faire aimer l'Algérie. Oh ! je ne généralise pas, l'honneur et la dignité sont des choses qui existent. Beaucoup d'officiers possédaient ces vertus, c'étaient de véritables chefs, qui savaient commander et se faire obéir naturellement, que le 2e classe respectait, admirait, et même parfois essayait de lui ressembler en retaillant son treillis et en adoptant une allure martiale.

Après de pareilles brimades, combien des trente hommes que comptait cette section du 2/39e R.I. ont quitté le port en criant « Algérie française » ?

Même si, avant de monter sur

chent, le 11 décembre 1960, et sur ma situation personnelle après l'indépendance de l'Algérie.

M. P. C..., de Varilhes, juge votre relation « assez incomplète ». Est-ce « par manque d'informations » ou « volontairement »? s'interroge-t-il. Ces propositions prêtent à sourire quand on constate la distorsion de son témoignage.

Ainsi, M. P. C..., de Varilhes, précise qu' « alors que ses barbouzes l'ont conduit vers sa voiture, le général de Gaulle prit par le cou, un dans chaque bras, les députés Mekki et Lopez et s'est écrié : « Voilà les hommes avec qui je ferai l'Algérie nouvelle ! »

Bien sûr, M. P. C..., de Varilhes, situe la scène dans la rue, devant la voiture du général de Gaulle, afin de laisser entendre qu'il en a été le témoin. En réalité, c'est dans un minuscule salon de la mairie d'Aïn-Témouchent, en présence de quelques personnalités et de journalistes, que de Gaulle, pour répondre à la question posée par l'un d'eux sur l'avenir de l'Algérie, nous saisit vigoureusement par le bras, Lopez et moi-même et, nous rapprochant l'un de l'autre avec une force que je n'aurais jamais soupçonnée chez un homme de cet âge, déclara : « Voici l'Algérie de demain ! »

Par ce geste, dont la signification ne trompa aucune des quelque vingt personnes qui se trouvaient là, il voulait définir son espoir de voir naître, après la tourmente, une Algérie nouvelle où musulmans et Européens se rapprocheraient pour vivre en bonne intelligence sur leur terre. Notre belle terre d'Algérie qui, d'ailleurs, est-il besoin que je le rappelle, fut fécondée en cent trente années de coexistence pacifique et fraternelle par les sueurs mêlées des Lopez, des Dupont, des Lévy et des Mekki.

Plus loin, M. P. C..., de Varilhes, nie que de Gaulle soit entré dans la foule. Il y est bel et bien entré et il a même serré quelques mains rares et timides.

Enfin, M. P. C..., de Varilhes, vous révèle avec assurance un « détail curieux » : « Tout de suite après l'indépendance, Mekki a acheté un hôtel à Paris » !...

En quoi ce détail serait-il curieux, s'il était vrai? Je connais beaucoup de rapatriés appartenant à toutes les classes sociales qui, par un prêt du Crédit hôtelier, ont acheté des hôtels en France.

En ce qui me concerne, je n'ai jamais bénéficié d'un tel avantage et jamais mes moyens personnels ne m'auraient permis une telle acquisition; au surplus, je n'y ai jamais songé.

La profession d'hôtelier est fort honorable et veuillez croire que je ne me défendrais pas de l'être, si telle était ma condition.

R. M..., Paris

★



Gilbert Rôle

Opération héliportée : pendant des heures le peloton va devoir ratisser le djebel aride, fouiller grottes et crevasses. Sans résultat.

le bateau, une jolie Oranaise bronzée offrait bonbons et cigarettes, cela n'effaçait pas les marches, le djebel, la soif et les actes qui posaient des cas de conscience...

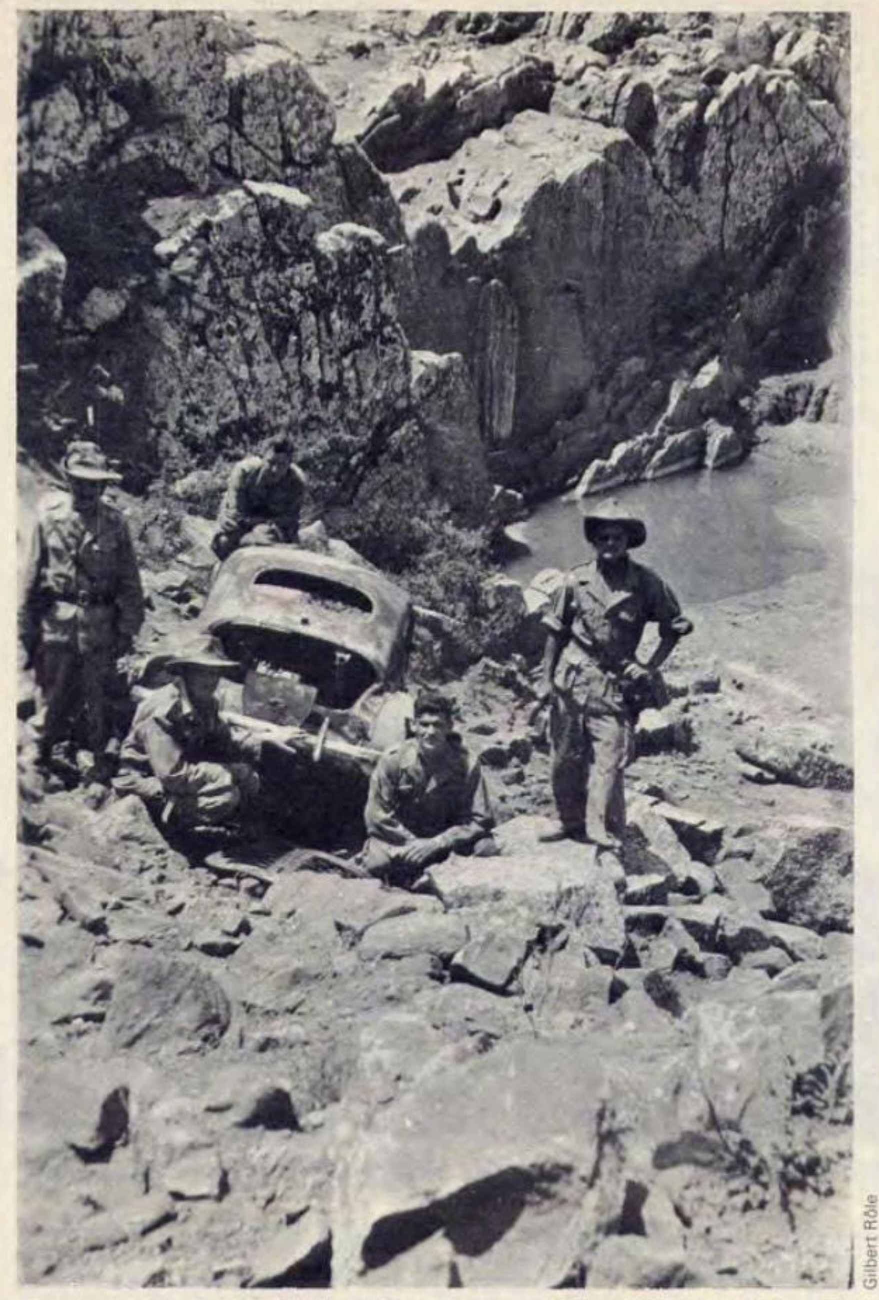
Le Breton ou le Lorrain pouvait-il regretter la Mitidja en rentrant au pays? De l'Algérie, il ne conservera que des traces de souffrances physiques et morales. Des Français? Il en a connu! Ils s'appelaient Mohamed ou Rachid, Martinez ou Garcia! Trente mois n'ont pas suffi pour le convaincre que cette terre de l'autre côté de la Méditerranée est partie intégrante de la France.

M. L..., 77-Melun

Les « grenouillages » politiques n'offrent à mes yeux qu'un bien mince intérêt. Ne serait-il pas possible de vous étendre plus largement sur les opérations purement militaires?

J'ai été militaire, appelé métropolitain classe 61/2A. Début du service : juillet 1961. Nous avons eu le privilège de ▶

Opinions...


Gilbert Rôle

La progression dans la rocaille aride exige un entraînement que nous n'avions pas.

connaître la fin des combats, la période de transition et – il fallait boire la honte jusqu'au bout – le lâche abandon. Je dis bien lâche abandon, car nous qui étions sur place, nous étions à même de juger. La rébellion était à bout de souffle. Ce fut une victoire militaire sur le terrain. Nous avons laissé le pays à une minorité de meneurs.

J'ai été, dès mon arrivée, incorporé dans une harka. Effectifs : 8 Européens et 28 harkis. Je rends hommage au courage de ces hommes. Jusqu'au bout, et malgré la détérioration de la situation politique, ces musulmans nous ont été fidèles. Ils ont cru que la France ne les abandonnerait pas.

Cette fidélité a été sûrement pour bon nombre d'entre eux un arrêt de mort. Le pays était déchiré depuis sept ans par la guerre. Que de drames ! Il n'était pas rare que dans une famille un fils ait opté pour l'armée française et l'autre pour la rébellion.

Je voudrais savoir, pour que nous, Français de métropole, incorporés avec ces harkis puissions rentrer en France, combien de ces malheureux ont été, après le cessez-le-feu arrêtés, déportés, torturés et exécutés souvent dans d'ignobles conditions !

Si le cessez-le-feu a été scrupuleusement respecté par l'armée, les méfaits commis par le F.L.N. durant cette période ne se comptaient plus.

Je pense souvent que rien n'empêchait nos harkis de retourner leurs armes contre nous et ensuite de prendre le maquis.

Pour eux, agir de cette façon ne comportait pratiquement aucun risque. Dans les postes isolés, ils étaient assurés de l'impunité.

Pour eux, l'assassinat des soldats européens, leur désertion avec les armes était l'assurance de la vie sauve et le dédouanement indispensable pour être accueillis et obtenir le pardon dans les maquis F.L.N. (maquis qui n'avaient pas manqué de se reconstituer en toute tranquillité au lendemain de l'arrêt des opérations).

M. D. M..., 75011 Paris

★

Je me permets d'apporter quelques précisions au récit du général Goubard sur la fusillade de la rue d'Isly, spécialement sur les premiers contacts entre les manifestants et le barrage de tirailleurs. J'étais parmi les dix premiers manifestants qui se sont heurtés à cet obstacle...

D'abord, il faut préciser que le cortège s'est formé rue Michelet au niveau du tunnel des facultés ; sa marche fut assez lente et heurtée. Un premier barrage, formé de camions militaires, barrant la rue Charles-Péguy juste avant le boulevard Laferrière devant Air Algérie, a été franchi sans problème, les soldats n'ayant opposé aucune résistance, certains souriaient même. Un temps d'arrêt a été marqué sur le plateau des Glières pour permettre un regroupement à 100 mètres environ des deux barrages de tirailleurs rampe Bugeaud et rue d'Isly.

Contre celui-ci, il n'y eut pas d'assaut brutal, mais une appro-

che lente; face aux premiers manifestants la réaction des soldats a été déterminée et inquiétante, l'attitude d'un soldat musulman, casqué et assez grand mettant son fusil mitrailleur sur la hanche nous fit réfléchir et marquer un léger arrêt.

Mal placé, ce barrage fut facilement contourné par l'avenue Pasteur où aucun soldat ne se trouvait. En peu de temps, les tirailleurs furent entourés par des dizaines de manifestants, séparés les uns des autres, soumis à de multiples appels dans une intention psychologique. Le barrage n'existait plus. (Dire que le lieutenant « laissa passer une sorte de délégation avec un porte-drapeau, avec, derrière, la masse qui ne comprend pas, s'énerve, s'échauffe, avec des injures, des menaces ... » est inexact.)

Alors que le barrage continuait d'être franchi comme je l'ai décrit, j'ai eu (avec d'autres personnes) une courte discussion avec le lieutenant. Nous lui faisions remarquer que son barrage n'existant plus, il devrait regrouper ses soldats sur un trottoir. Il eut alors cette réponse, qui depuis m'a beaucoup troublé : « Je ne peux pas. Comprenez-moi, j'ai des ordres, mais dans cinq minutes, je vous laisserai passer. »

Surpris par cette réponse, car le lieutenant ne pouvait plus

Gilbert Rôle



Le bouclage était bien étudié; cette fois, le ratissage s'est avéré payant.

reconstituer son barrage, les soldats étant noyés dans la foule, nous continuâmes notre marche au milieu des milliers de personnes enthousiastes.

Cinq minutes plus tard, la tête du cortège arrivait après les Galeries de France, au niveau du cinéma « le Club ». Les bruits très étouffés de la fusillade arrivaient jusqu'à nous.

Les premiers manifestants poursuivirent jusqu'au square Bresson où un barrage de C.R.S. les laissa emprunter un escalier menant au port, ce qui leur permit de regagner leur quartier sans repasser par la grande poste.

Le général Goubard parle d'armes adverses; peu ont été confirmées par l'enquête, mais qui les utilisait : O.A.S. ou barbouzes? Une réponse que beaucoup aimeraient connaître.

M. L. S..., 66200 Elne

★

...Les Français d'Algérie ont pu avoir leurs travers, mais ils étaient sur une terre qu'ils pouvaient considérer comme leur patrie, et dont ils se voyaient frustrer; ils défendaient leur mode d'existence. Ce fut l'échec de l'État européen d'Algérie à se créer, submergé qu'il fut par le nombre des musulmans restés figés dans leurs traditions et leurs mœurs. Les métropolitains qui les critiquaient, qu'auraient-ils fait à leur place? La même chose. Le « règlement » du problème algérien a reposé sur leur sacrifice. Même si l'indépendance était inéluctable, la maladresse et la brutalité qui ont précédé celle-ci ont poussé la population européenne à faire bloc derrière le terrorisme O.A.S.

Le sort des Français d'Algérie a été réglé par les métropolitains, mal informés, par un vote qui ne pouvait être qu'égoïste. L'opinion se déterminait en France selon des réflexes de droite et de gauche, ignorant la réalité des faits et l'aspect humain des choses (remarquons combien il est paradoxal de voir un intellectuel de gauche se rallier à un F.L.N. qui choisit son maître à penser dans l'Association des ulémas – ralliée en 1954 – prônant la guerre sainte et dont l'idéal, à dater de cette date, se confondit avec la réaction et l'arrêt de l'évolution sociale ou spirituelle).

M. S..., 63110 Beaumont

(à suivre)

[N.D.L.R. - *Dans notre numéro 106 (359) page 3 du Courrier des lecteurs, au lieu de :*

... *Schiaffino, sénateur et président, infirme, hélas! de la Chambre de commerce, etc.,*

il faut lire :

... *Schiaffino, sénateur et président,* in fine, *hélas! de la Chambre de commerce, etc.*

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351

les purges sanglantes du colonel Amirouche

(Suite de la page 13)
Selon le 2e bureau, il semble que ce soit une des conséquences de la « purge » de Kabylie d'Amirouche. Les rebelles ralliés : Bella Mohamed, Belkacem Maâmar, confirment cette hypothèse. Après avoir été torturés, ils ont pu rejoindre les forces de l'ordre et brûlent du désir de se venger des mauvais traitements subis.

Des combats au corps-à-corps

Le 16 juin, près de Dominique-Luciani, le 5e groupe de chasseurs accroche une bande rebelle, met hors de combat 21 hors-la-loi et récupère 41 armes. De tels engagements donnent parfois lieu à des incidents des plus singuliers. C'est ainsi que dans le djebel Bissa, au nord d'Orléansville, un hélicoptère H-34 transportant 8 parachutistes du 3e R.I.Ma. voit soudain son moteur s'arrêter. Le pilote utilise aussitôt l'autogiration des pales du rotor, mais la chute est inévitable; le copilote coupe l'allumage et ferme l'arrivée d'essence, le mécanicien ouvre les issues de secours et fait signe aux parachutistes de s'accrocher. Trente secondes se sont écoulées entre la panne et le choc dans un champ labouré. L'appareil est projeté à droite, mais par miracle personne n'est blessé. En plein djebel, le chef de bord prépare l'évacuation, réussit à entrer en communication avec la base d'Oran. Un autre hélicoptère se pose bientôt et tout ce qui peut être démonté l'est aussitôt par neuf mécaniciens habiles. Il faut ensuite arracher la carcasse, qui pèse encore près de 2 tonnes. Après des essais infructueux, l'épave est amenée par glissement près du rebord d'un champ et le commandant lançant ses moteurs à fond réussit à la soulever dans le vide... et à prendre de la hauteur.

Les résultats des opérations paraissent parfois insignifiants. Peu d'accrochages, pertes légères, une dizaine d'hommes, quelques armes... Pourtant, il faut considérer qu'une arme récupérée signifie bien des vies épargnées. La découverte des « caches » revêt donc un intérêt tout particulier. Leur réduction est une des missions des troupes de secteur. Le 2/7e R.I. du secteur de Tlemcen opère dans la semaine du 13 au 20 avril 1959 dans la forêt de Titmokhen. Après un bouclage classique, les troupes de ratissage tentent de localiser les caches signalées par la population. Soudain, d'un fourré, un cri s'élève. Le 2e classe Boulon, le visage rayonnant, désigne une dalle recouverte d'un peu de terre. Le sergent-chef Perrod, prudent, dispose ses hommes autour, prêts à répondre instantanément au moindre coup de feu. La dalle est enlevée.


E.C.P.A.

A gauche : à l'ouest comme à l'est, des barrages électrifiés et minés ont été mis en place. *En haut à droite* : troupes sahariennes en patrouille. *En bas à droite* : opération de bouclage. *Ci-dessous* : les hommes du commando Georges, en majorité des *djounoud* ralliés, partent en opération. L'étanchéité des frontières n'est pas le seul coup dur porté au F.L.N. : les maquisards voient avec inquiétude grossir le nombre des musulmans luttant aux côtés de la France.


R. Bail

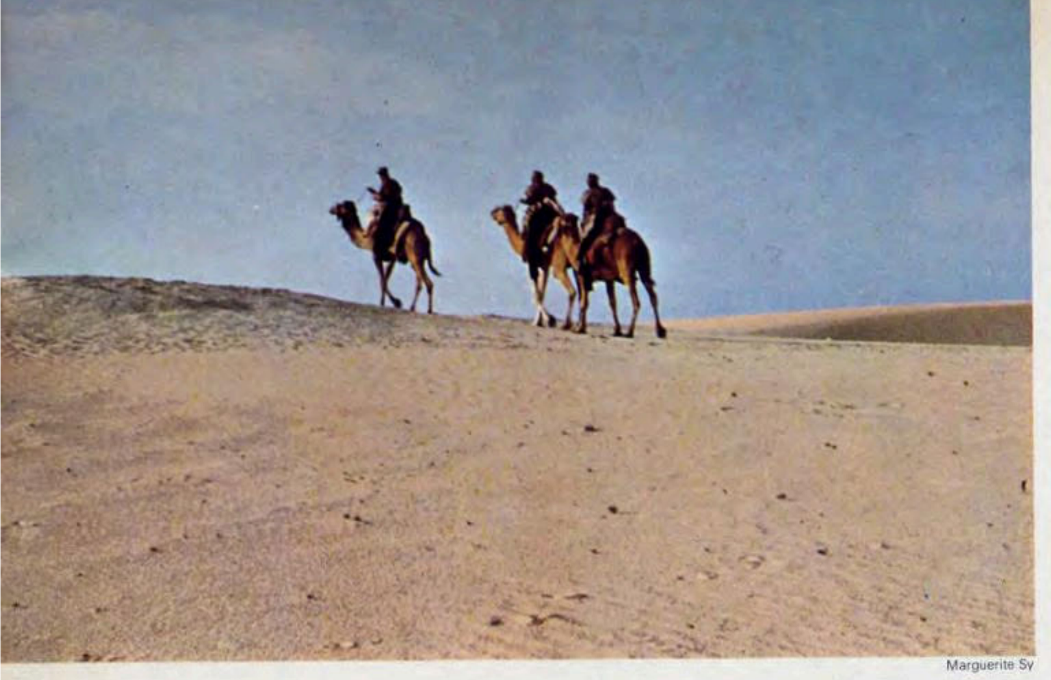
Un harki, avec une corde, descend doucement. C'est une simple cache-cuisine avec réchauds, plats, aliments. La fouille se poursuit, quand le caporal Boussema ben Saad et le 2e classe Brahim Kaddour, ayant tiré à eux un arbuste mal planté, mettent au jour une entrée circulaire mal camouflée. Toujours avec une corde, le harki descend. Il remonte aussitôt en criant : « Ils sont quatre là-dedans! » Des sommations sont faites. Pas de réponse. Le sergent-chef Perrod lance alors une grenade lacrymogène... Presque aussitôt, quatre rebelles se hissent à la surface, toussant, crachant, pleurant. Rapidement encadrés, fouillés, ils sont dirigés vers le P.C. de l'opération. Le butin est fructueux : un important stock de grenades, de fils électriques pour mines, des documents divers dont certains se révéleront exploitables immédiatement.

Pour combattre l'adversaire dans les grottes où il se réfugie, des équipes d'armes spéciales sont constituées dans chaque division. Elles interviennent à la demande des commandants de secteur ou de groupement tactique.

Le 10 avril 1959, au cours d'une opération du 1er escadron du 25e régiment de dragons, avec les groupes d'autodéfense, dans la région d'El-Khelaïf, le capitaine de Dalmassy demande le concours de l'équipe d'armes spéciales. Celle-ci, commandée par le maréchal des logis Chaulieu, pénètre dans une des grottes signalées. Le premier élément ne donnant pas de nouvelles, le deuxième descend, dans l'obscurité. Il progresse pendant une centaine de mètres dans une boue glaciale, rejoint l'équipe précédente et réussit à capturer quatre fellaghas, dont un lieutenant de l'A.L.N., Si Saïd.

Les rencontres avec l'adversaire donnent souvent lieu à des combats au corps-à-corps.

Le sergent Moussaoui bel Abbès, adjoint au chef de la 2e section de la 9e compagnie du 3/21e tirailleurs, qui,


Marguerite Sy


Duzea

près du poste de Méchéria, le 22 juin 1959, est tombé avec ses hommes dans une embuscade, raconte que les fellaghas commencèrent d'abord par les inviter à se rendre : « Jetez vos armes, venez nous rejoindre, vous êtes nos frères, vous n'avez pas à avoir peur, vous ne serez pas tués. »

Moussaoui préfère tenter de se dégager par des tirs de fusil mitrailleur. Les invectives pleuvent de part et d'autre. « Vendus! Traîtres! Salauds! » hurlent les rebelles. « Criminels! Voleurs! Égorgeurs! » répondent les tirailleurs. Puis le combat s'engage. Le tirailleur Mokadem Ahmed est surpris par un coup de poignard dans le dos. Gouasmia ben Ali, blessé au bras droit, ne peut plus tirer; il est abattu d'une rafale de mitraillette. Bahrour Saad, un éclat de grenade dans le côté droit, réussit à se laisser rouler au fond d'un ravin, mais au moment où il veut se redresser, un rebelle lui saute dessus et l'égorge. Quant à Moussaoui, blessé de deux balles, au coude et à l'avant-bras droits, abandonnant plusieurs de ses compagnons qui vont être tués, il parvient, avec quelques tirailleurs, à se laisser glisser dans le ravin. Ils sont bientôt secourus par une section de renfort, qui met les rebelles en fuite.

Pendant que se déroulent les opérations Challe en Oranie, l'adversaire continue ses harcèlements en Kabylie et sur le barrage est et tente de s'implanter au Sahara.

A la suite de renseignements recoupés, le général Faure, commandant la zone Est algérois et la 27ᵉ D.I.A., déclenche, dans la nuit du 5 au 6 janvier 1959, une opération appelée « K. 16. ». Neuf bataillons (alpins, fantassins, coloniaux, artilleurs), partis de Mirabeau, de Dra-el-Mizan et de Bodhni, sont placés en bouclage sur les crêtes jusqu'aux environs de Tizi-Ouzou.

Dans un quadrilatère bien délimité, le 6ᵉ R.P.I.Ma. (ex-6ᵉ R.P.C.) pénètre à l'aube sur l'axe Mirabeau-Tleta. A 9 heures, après dissipation du brouillard, les parachutistes ratissent les djebels. En fin de matinée, un avion d'observation décèle la présence de rebelles. L'engagement est préparé. Pris dans la nasse, les fellaghas tentent de rompre l'encerclement et de s'infiltrer entre deux pitons; des commandos héliportés leur coupent la retraite. Ils essayent alors de passer en force. Une lutte sauvage, au corps-à-corps, s'engage; les rebelles refluent, pourchassés par l'aviation relayée par l'artillerie. Les paras donnent l'assaut final tandis que le nettoyage de la position s'effectue à la lumière des *Luciole*. 33 fellaghas seront découverts dans une grotte, seuls 4 se rendront. Au total, 298 hors-la-loi ont été mis hors de combat, dont un commando zonal (le célèbre commando Ali-Khodja), 152 armes récupérées dont 4 F.M., 11 P.M., 7 P.A., le reste en fusils de guerre ou de chasse.

Étendant son action au sud-ouest de Port-Gueydon, le général Faure obtient, le 11 janvier, un autre succès : 40 H.L.L. tués, 3 prisonniers, 43 armes récupérées, dont 1 F.M.

Dans le secteur d'Azazga

Deux jours auparavant, une importante opération avait été lancée dans les djebels du Matlili, à laquelle le 7ᵉ régiment de tirailleurs, une compagnie du 47ᵉ B.I., un escadron du 9ᵉ R.C.A., le 7/8ᵉ escadron de gendarmerie mobile, les G.M.S. de Barika et de Victor-Duruy, appuyés par une batterie du 1ᵉʳ R.A.C.M., avaient pris part, sous la protection de chasseurs T-6 et de *Pipers*. Décelés par l'aviation, les hors-la-loi tentent en vain de forcer le bouclage mais sont bloqués par des détachements héliportés de tirailleurs et du 47ᵉ B.I. alors qu'ils cherchaient à franchir le col; ils sont successivement réduits : 41 hors-la-loi tués, 1 prisonnier. Armes récupérées : 1 mitrailleuse, 1 F.M., 27 fusils de guerre, 3 P.M.

Certains accrochages aboutissent parfois à des découvertes surprenantes.

Le 25 février 1959, les chasseurs du 27ᵉ B.C.A. accrochent une bande de rebelles dans le secteur d'Azazga; tous s'enfuient à l'exception d'un seul qui, vêtu d'une soutane sous le burnous se fait reconnaître comme étant l'abbé Rieser, curé d'Akbou, enlevé par les fellaghas le 15 février sur la route conduisant à Seddouk. Après avoir brûlé son automobile, les « hors-la-loi » l'emmenèrent; l'un d'eux lui déclara : « Je suis marabout comme toi, il ne te sera fait aucun mal mais tu dois nous suivre. »

Et ce furent pendant dix jours, de longs déplacements de mechta en mechta. Un mulet lui rendit moins pénibles ces marches nocturnes qui ne conduisaient nulle part... jusqu'à la rencontre des chasseurs du 27ᵉ B.C.A., qui lui réservèrent un accueil chaleureux.

Sur les barrages, les harcèlements rebelles se font de plus en plus désespérés

le fanion rouge-noir-rouge du commando "Georges"

et prennent l'aspect de véritables opérations-suicide. Le système de surveillance mis en place est tel, en effet, que tout franchissement est presque inévitablement voué à l'échec.

Le 3e escadron de la 10e légion *ter* de gendarmerie assure la « herse mobile » le long de la frontière tunisienne. Les half-tracks, phares allumés, sillonnent le barbelé en tous sens. De temps à autre, des faisceaux s'immobilisent après avoir balayé l'horizon. Pendant dix heures d'affilée, les gendarmes parcourent les 10 km qui leur sont attribués. Les moindres particularités du terrain leur sont devenues familières et toute initiative nocturne de l'adversaire est traquée dans la lumière des phares.

Dans la nuit du 11 au 12 février 1959, 208 rebelles fanatisés s'élancent contre le barrage dans la région de Morsott. C'est un échec complet qui se chiffre à 150 tués, 25 prisonniers, 160 armes récupérées dont 10 collectives. Le général de Gaulle lui-même adresse ses félicitations aux troupes, instrument de ce succès : 8e R.P.I.Ma., 9e R.C.P., 18e R.C.C., 1er R.E.C., 26e R.I.M., 67e B.I., 3/22e R.T., les formations de l'A.L.A.T., du groupement d'hélicoptères n° 2.

L'interrogatoire des prisonniers révèle que huit hommes ont été désignés pour ouvrir une brèche dans le barrage. Ils ont tous sauté sur des mines. L'un d'eux dans l'impossibilité de continuer, est abattu par ses « frères ». Lorsque les troupes françaises arrivent sur le terrain, un groupe de « hors-la-loi » refuse le combat et se rend, les autres sont rapidement encerclés et anéantis.

Imitant le reptile

Bourguiba serait l'instigateur de ces tentatives du désespoir. Excédé par les méfaits des Algériens séjournant en Tunisie, il aurait incité les dirigeants F.L.N. à tenter l'expérience.

L'Oranie pacifiée, la Kabylie assainie, les barrages rendus infranchissables, les îlots de résistance qui subsistent à l'intérieur sont dorénavant à la pointure des forces de secteur, qui perdent progressivement les unités de réserve générale qui leur avaient été affectées en renfort. Le commandant en chef ordonne alors la constitution dans chacun d'eux d'un commando de chasse. Comme son nom l'indique, le commando est une sorte de chien de chasse. Il s'attache à un adversaire qu'il « marque », suit, et renseigne le commandement. Il est employé uniquement en contre-guérilla. Temporairement, les commandos peuvent être groupés pour des actions bien déterminées. Une surveillance constante doit donner aux rebelles un sentiment d'insécurité, prélude



E.C.P.A.



A gauche : le général Cherrière, « Babar » pour ses officiers d'état-major. Atteint par la limite d'âge, il est remplacé à la tête de l'armée d'Algérie, à la fin du mois de juin 1955, par le général Lorillot (*à l'extrême droite* en compagnie du général Salan), qui a fait une longue carrière au Maroc et exercé un commandement en Indochine. En décembre 1956, un autre « Indochinois », Salan, succède à Lorillot. On estime alors au gouvernement que pour bien comprendre les méthodes de la guérilla, il faut quelqu'un qui se soit frotté aux Viets. En 1958, le tour du général Challe (*à droite*) est venu.

à une attitude défensive les obligeant à se cantonner dans des refuges où leur destruction pourra être menée avec succès par les forces d'intervention. Utilisant les mêmes ruses que l'adversaire, dont il connaît les points de ravitaillement, les différents cheminements, les lieux de réunion, il opère généralement de nuit, guidé par d'anciens rebelles ralliés.

L'un de ceux-ci, Saddek, s'était lié d'amitié avec un camarade de travail français. Il s'aperçut qu'en fait, peu de choses les séparaient. De cette amitié naquit un dévouement à toute épreuve. Et c'est ainsi qu'un beau soir de mars 1959, le commando du 7e R.T.A. du lieutenant Le Dentu, bien connu des fellaghas sous le nom de « la Main-Rouge », progresse dans l'oued Fedhala pour venir contrôler une mechta, lieu de rassemblement de la rébellion. La mechta encerclée, les itinéraires de retraite barrés grâce aux renseignements de Saddek, le lieutenant pénètre dans un gourbi... Immédiatement, au milieu des hommes, des femmes et des enfants rassemblés, le guide désigne les fellaghas, qui ne cherchent même pas à nier... Sans tirer un coup de feu, l'O.P.A. locale est désorganisée.

Certains de ces commandos deviendront célèbres, tel celui de Saïda, auquel le colonel Bigeard donna le nom de « Cobra ». Formé de volontaires en tenue de parachutiste, coiffés de la légendaire casquette, il participe aux opérations menées par le 8e R.I.M. Imitant le reptile, les hommes se dissimulent de longues heures dans les buissons, à l'affût, prêts à bondir, attendant l'occasion favorable de fondre sur leur proie. Ils ne la laisseront pas s'enfuir.

Dans le même secteur, le commando « Georges », du lieutenant Grillot, dont la devise « Soif de vaincre » flotte haut sur son immense fanion rouge-noir-rouge, est lui aussi très redouté des rebelles. Les hommes, tous des musulmans, sont répartis en trois « sticks » aux ordres d'un adjudant et de trois sergents-chefs. Ce sont d'anciens tirailleurs, d'anciens harkis mais surtout d'anciens fellaghas ralliés. Une détermination inébranlable se lit sur leurs visages hermétiques, dans leur regard obstiné. Ils règlent entre eux leurs différends mais, au combat, l'esprit d'équipe est sacré. La conduite d'une telle troupe, dit le lieutenant Grillot, s'appuie sur trois idées maîtresses : vérité, fraternité, responsabilité. Les hommes sont acceptés tels qu'ils sont, mais aux réticences initiales doit faire place une adhésion totale et réfléchie.

Pendant dix jours, de djebel en djebel...

Les résultats obtenus en Oranie et en Kabylie se révélant particulièrement encourageants, le commandement décide d'étendre la mise en œuvre du plan Challe aux corps d'armée d'Alger et de Constantine.

La zone d'application couvre les secteurs de Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizan (en partie), Bouira (en partie), Azazga et Fort-National pour le premier, d'Akbou, Sidi-Aïch, Bougie, Lafayette, Sétif (en partie), Bordj-bou-Arreridj pour le second.

Une opération de diversion appelée « Étincelle » sera lancée préalablement


Azoulay/Paris-Match


Coll. particulière

en direction du Hodna. Montée en grand secret, elle est menée sur un rythme rapide du 8 au 20 juillet. Malgré l'absence de renseignements précis et des conditions difficiles (chaleur, relief escarpé, absence de points d'eau), les résultats sont fort honorables.

Les « hors-la-loi », persuadés qu'il s'agit d'une opération de routine, ne se dispersent pas mais s'efforcent d'éviter le contact. Toutefois, contraints au combat, ils se défendent avec acharnement.

Pendant dix jours, de djebel en djebel, avec leurs boîtes de rations, des chaussures qui commencent à lâcher, les lèvres fendillées par la soif, parachutistes et légionnaires livrent dans le Hodna cette bataille que l'on a appelée « la bataille de la soif et de la faim ». Par des tracts, l'action psychologique tente de fléchir les rebelles : « De jour en jour vous serez pourchassés, de jour en jour vous aurez encore plus faim et plus soif. Vous êtes voués à la destruction totale comme ceux de l'Ouarsenis, du Mongorno, du djebel Louba et de l'Atlas blidéen. » De bouclage en ratissage, de transport en hélicoptère en transport en hélicoptère, les militaires fouillent ce massif (de 2 400 km²), traquant sans trêve, nuit et jour, les hors-la-loi.

Alors que le 6ᵉ R.P.I.Ma. du colonel Baldin s'apprête à se mettre au repos à la base de Tocqueville, les tirailleurs du 11ᵉ bataillon réclament de l'aide... du côté des Ouled-Tebben. Par « bananes » et « mammouths », les parachutistes sont amenés sur les lieux. A la tombée de la nuit, le capitaine Couturier accroche. Les fellaghas tentent de rompre l'encerclement... ils se heurtent à la section de l'adjudant-chef Collot qui, avec sang-froid, les laisse s'approcher et les fusille presque à bout portant. Les hors-la-loi essaient alors toutes les faces du dispositif. Les sourdes explosions des grenades offensives succèdent aux courtes rafales rageuses des fusils mitrailleurs. Puis tout se tait... La nuit paraît interminable. Dès l'aube, la fouille commence. Les cadavres sont découverts, serrant leurs armes dans une ultime protection. Quatre fellaghas sont capturés dans un buisson. L'un d'eux supplie : « A boire, à boire, j'ai le ventre qui brûle! » Les paras savent reconnaître le courage et ne manquent pas d'humanité. Partageant leurs propres rations, ils distribuent à manger à ceux qui, torturés par la faim, se jettent gloutonnement sur les biscuits et le chocolat.

Sur la crête du Chelatta

Volontairement, le général Challe ne poursuit pas l'exploitation afin que les unités puissent se remettre en condition.

Après la diversion d'« Étincelle », l'opération « Jumelles », dans laquelle il conviendra de distinguer quatre grandes phases, va être déclenchée.

La tactique prévue consiste à traquer l'ennemi partout à la fois, l'effort principal étant porté sur ses zones de refuge. La mise en place des unités s'effectue d'une manière rapide et simultanée. Tous les moyens de transport sont utilisés, y compris les engins de débarquement et le largage par parachute. L'emploi des hélicoptères se généralise.

Le procédé d'une première attaque en masse tend à faire éclater les bandes. Ainsi fractionnées, leur réduction sera prise en charge par les troupes de secteur.

L'action sera suivie en permanence par un poste de commandement (P.C. Artois), en liaison continue avec les commandants de groupement tactique et de l'aviation, sous la direction personnelle du général Challe. Il est installé à 1 700 mètres d'altitude sur la crête du Chelatta, au milieu d'une floraison d'antennes.

Du 22 juillet au 8 août, l'armée concentre ses actions en Grande Kabylie notamment sur les refuges traditionnels de la rébellion : le sud-est de Port-Gueydon, la forêt de l'Akfadou, la crête du Djurdjura. L'effet de surprise est total : un groupement de 500 hommes est parachuté à 1 600 mètres d'altitude sur les hauteurs de l'Akfadou, opération acrobatique tout à l'honneur des exécutants, un second est héliporté au nord de la route Azazga-El-Kseur, un troisième élément, embarqué à Bougie, effectue au lever du jour, le 22, un débarquement à Pointe-Ksila.

De son P.C. Lama, au cœur de l'Akfadou, le général Faure dirige les opérations et constate que l'éclatement des bandes, à l'initiative même du F.L.N., impose une action en profondeur et de longue haleine, sans grand « spectacle »... Mais la participation de la population est absolument nécessaire. Rien n'est possible sans elle. Il faut d'abord qu'elle se sente libérée pour s'engager.

A l'est de la Soummam, le général Delpierre a établi son P.C. au petit village de Tinebdar. C'est une région clé, car au pied des collines passe l'oléoduc Hassi-

le 1er R.E.P., la terreur des bandes de l'A.L.N.

De g. à dr. et de haut en bas : 1er cuirassiers ; 3e cuirassiers ; 6e cuirassiers ; 4e dragons ; 2e dragons ; 10e dragons ; 12e dragons ; 16e dragons ; 18e dragons ; 18e dragons ; 20e dragons ; 21e dragons ; 24e dragons ; 25e dragons ; 26e dragons ; 27e dragons ; 28e dragons ; 29e dragons ; 30e dragons ; 31e dragons ; 4e hussards ; 6e hussards ; 7e hussards ; 8e hussards ; 9e hussards ; 1er spahis ; 2e spahis ; 3e spahis ; 5e spahis ; 6e spahis ; 8e spahis ; 9e spahis ; 10e spahis ; 12e spahis ; bataillons d'Afrique.


Coll. Simon/Photo A. Bétry

Messaoud - Bougie qui nécessite une surveillance renforcée.

Mais la lutte se révèle très éprouvante ; à la dispersion et à la fluidité des rebelles s'ajoutent les difficultés du terrain : altitude, forte pente, nombreux couverts qui ne permettent qu'une progression de 50 mètres par heure. Le 30 juillet, pourtant, une bande surprise accepte l'affrontement ; 40 H.L.L. sont mis hors de combat, la moitié de l'armement est récupéré. Les documents abandonnés montrent une chute incontestable du moral.

D'autres engagements importants sont signalés dans l'oued Zoubga, près de Chelatta, où le 1er R.E.P. accroche un groupe de rebelles, en met 11 hors de combat et récupère ses armes : dans l'Akfadou, près du col de Yakouren, 60 rebelles sur 80 sont anéantis, un important armement est saisi, une infirmerie et un centre de repos sont détruits.

La recherche des caches est poursuivie activement. Le commando de chasse des hussards du capitaine Chaubet se livre, dans la jungle de l'Akfadou, à ce travail de patience. Dans le courant du mois d'août, il repère l'ancien P.C. de presse de la wilaya 3, grâce à la découverte d'une planche sous des feuilles mortes : elle recouvrait un drain d'écoulement. Les documents récupérés permettent de conclure à des dissensions entre les chefs d'état-major de la wilaya 3.

Le F.L.N., cependant, se livre à une intense propagande qui sera bien vite démentie par les faits. Selon les déclarations de Mahmoud Idir, « chef de cabinet » de Krim Belkacem, « 2 000 hommes, mettant en ligne 36 canons, auraient enlevé et détruit le poste d'Aïn-Zana. Les militaires du poste auraient été mis hors de combat. »

Aïn-Zana, sur la route Souk-Ahras - Ghardimaou, à 3 km de la frontière tunisienne, abrite depuis dix-huit mois des familles musulmanes regroupées autour de la S.A.S. et du poste militaire. En fait, ainsi que le rapporte le capitaine Malleray, commandant le poste, une patrouille avait accroché les rebelles. Des coups de feu ont été échangés. Trois hors-la-loi, pince à la main, ont tenté de franchir le réseau de barbelés. Ils ont été abattus. De quatre emplacements, les fellaghas ont alors déclenché des tirs de bazookas et de canons de 57 sans recul principalement sur l'artillerie française. A la faveur de l'obscurité, un petit groupe réussit à s'introduire dans la S.A.S., dérobe quelques effets au lieutenant Theil et se retire précipitamment. Un avion *Luciole* le survole. C'est le signal de la débandade... 500 fellaghas environ entouraient le poste. Trois morts, des munitions, des armes seront retrouvés au petit jour. Un des blessés, Djemmel Mohamed raconte son aventure :

« J'ai été recruté de force près de Bône. Après six mois d'instruction, j'ai été envoyé au camp de Guern-Alfaya. C'est de là que nous sommes partis. En vue d'Aïn-Zana, nous nous sommes mis en place lentement et discrètement. Au moment d'attaquer, j'ai hésité, je n'ai pas voulu avancer. Je voulais rejoindre la France. Mon chef de section a tiré sur moi. »

Au début du mois d'août, Guillaume Baujard, frère du maire de Blida, est enlevé par cinq rebelles et emmené vers le djebel Mouzaïa. Dès que la nouvelle est connue, toutes les forces du secteur bouclent la région. A 3 heures du matin, les rebelles tentent une sortie. Une embuscade tendue par le G.M.S., uniquement composée de musulmans, permet de les intercepter. M. Baujard, les mains liées derrière le dos, est retrouvé blessé, ayant à côté de lui un cadavre qui sera identifié plus tard comme étant celui du commissaire politique de la Chiffa : Birane. Quatre armes et des documents sont récupérés.

Cependant, les résultats de « Jumelles », sur laquelle le commandement fondait tant d'espoirs, sont très décevants. Aucun contact supérieur à la section ne s'est produit, l'adversaire s'est évanoui. Si l'O.P.A. est démantelée, les bandes ont peu souffert. La population demeure très réservée, et cette action de force produit en métropole et à l'étranger un effet psychologique déplorable. La propagande défavorable à la France et à son armée en tire argument et triomphe. H

UNE GUERRE PAS COMME LES AUTRES



Un hélicoptère s'est abattu en flammes. Pendant toute la durée du conflit algérien, les hélicoptères rendront de multiples services. Ils permettront non seulement la mise en place rapide des unités sur le terrain sans craindre la dispersion inhérente aux parachutages, mais encore l'évacuation des blessés, l'appui des troupes au sol, ainsi que l'observation et la surveillance des routes.

Les attaques d'envergure en Grande Kabylie ont été abandonnées. Maintenant, le général Challe amorce le patient travail de surface et décide d'appliquer l'effort principal en Petite Kabylie, entre Bougie et Kerrata. Ce sera l'opération « Suzanne ».

Celle-ci est déclenchée le 11 août, avec l'appui des hélicoptères. Ici aussi, dans ce terrain particulièrement difficile, les opérations revêtent l'aspect d'accrochages sporadiques accompagnés de découvertes de grottes. Mais l'adversaire, s'il réussit à se diluer dans la nature, est aux abois. Un extrait d'un journal de marche retrouvé sur le cadavre d'un radio en témoigne :

« ... La sous-alimentation commence à faire des effets. Vers 10 heures, Si Amar et Mohamed Oussaïd nous amènent un peu de viande. Paraît que Hadj Oubizor a eu du ravitaillement et qu'il ne veut pas nous en donner. A raison, car c'est eux qui ont peiné pour aller le chercher. L'envie de quitter cette nouille de Si Amar devient de plus en plus forte. Perte? Le repas de viande d'Azzedine que je trouve malade ainsi que ses compagnons. Confirmation mort capitaine Abdallah. »

Pour traquer les rebelles dispersés, le commandement écarte les mailles du filet, ▶


Azoulay/Paris-Match

Les troupes, peu à peu, se sont adaptées au combat dans le djebel : patrouilles réduites, de nuit comme de jour, opérations de routine ou montées sur renseignement, attaques d'envergure à l'échelle de la division.

assouplit son dispositif, qu'il resserrera au moment de l'exploitation pour l'engagement des réserves.

En septembre, les rebelles semblent se regrouper partiellement et plusieurs accrochages sérieux se produisent.

Le 13 octobre, à l'est de la Soummam et au sud de Maillot, un bref engagement aboutit à la mise hors de combat d'un membre du commando de protection du chef Mira; l'exploitation rapide des documents saisis permet la neutralisation de la wilaya 3. Un contact réel avec la population va progressivement être pris tandis qu'est mis en place un système d'autodéfense qui devrait conduire à un engagement aux côtés des forces de l'ordre. Simultanément, le concours des élites locales est recherché. 60 000 personnes sont nécessaires pour obtenir des noyaux solides sur lesquels la France pourra compter dans ces régions. Le but est de réduire au minimum les effectifs des troupes et de n'avoir par poste de rayonnement que quatre Européens : l'administrateur, l'infirmier, l'instituteur, le policier, le commando de secteur et le makhzen de quartier suffisant à assurer la sécurité.

Pour atteindre cet objectif, le général Challe déclare : « Nous resterons le temps qu'il faudra », et maintient jusqu'à nouvel ordre en Kabylie la 10ᵉ D.P, qui poussera jusqu'à l'anéantissement la réduction des derniers bastions fellaghas.

Conscient de l'importance des richesses pétrolières du Sahara, le F.L.N. cherche, dès 1957, à y étendre son influence. Il y porte le combat en mettant en place son organisation politico-administrative (O.P.A.) dans les palmeraies de la vallée de la Saoura, à Timimoun et à Ouargla.


Duzea

Le gouvernement français de son côté, par la voix de Jacques Soustelle, insiste sur la place du Sahara dans la politique de la France :

« Notre Sahara français prend chaque jour une importance plus grande. Nous avons à y réaliser une grande œuvre et d'abord pour le bien des Sahariens, nous espérons avec le soutien de la métropole pouvoir développer ses immenses richesses latentes. Le développement du Sahara conditionne le progrès de notre chère Algérie.

» Du reste, le Sahara, l'Algérie et la métropole forment un tout qui est appelé à un rôle éminent dans le monde. »

Des compagnies sahariennes sont chargées de la surveillance des régions dont elles portent le nom : Saoura, Ajjer, Tidikelt, Touat. Elles sont constituées de quatre pelotons montés et de deux portés sur Dodge. Les hommes ne souscrivent pas d'engagement et sont libres de quitter le service quand ils le désirent. Les frais de monture, d'habillement et de nourriture leur sont remboursés. Les pelotons nomadisent de longs mois, certains même toute l'année. Au cours de son périple, l'officier recense les nomades, perçoit l'impôt, établit des rapports sur le moral de la population et renseigne le commandement.

Le 15 octobre 1957, vers 18 h 45, au puits d'Hassiskka (85 km nord-est de Timimoun), trois sous-officiers et cinq hommes de troupe européens appartenant au détachement de garde de la compagnie méhariste de Touat sont assassinés. Soixante méharistes désertent et s'enfuient dans le Grand Erg occidental emportant armement, équipement, munitions, matériel radio et divers documents, dont le

chiffre. Quelques jours plus tard, un convoi de pétroliers est massacré. La bande, repérée, est bientôt anéantie.

La sécurité des pétroliers est une des préoccupations essentielles du commandement. Hassi-Messaoud, qui n'était autrefois qu'un relais pour les caravanes, est devenue une ville champignon au milieu des sables. Deux camps distants de 7 km ont été construits dans le désert éclairé toute la nuit par les deux torchères de la station de stockage.

La protection éloignée est à la charge de l'escadron du capitaine Parenthoine, formé de 40 % de musulmans, le reste étant des appelés de métropole.

Chaque peloton nomadise pendant trois mois dans une région de 200 km autour du poste de commandement. Après un mois de repos, mis à profit pour réviser le matériel, il reprend ses patrouilles solitaires (1 jeep radio - 2 Dodge). Aucune trace de vie aux alentours en dehors des nuages de sauterelles rouges s'envolant pesamment, tandis qu'à l'horizon, mirage du désert, des nappes d'eau scintillent au milieu des fraîches palmeraies!... Seules distractions, les visites dans les différents campements de prospecteurs. Sur d'aussi longs parcours, les incidents mécaniques dus aux régimes élevés, aux différences brutales de température, sont très fréquents. Signalés par radio, les pièces de rechange sont rapidement acheminées par avion et parachutées.



Baron



J. Cornou

Ci-dessus : prise d'armes à In-Salah. *Ci-contre* : une patrouille dans la région d'El-Goléa. En raison de l'importance des richesses pétrolières du Sahara, le F.L.N. décida d'y étendre le champ de ses opérations militaires et terroristes. Dès l'été de 1957, un élément de l'A.L.N. était en place, qui aligna bientôt quelques dizaines de combattants adaptés au désert. Mais jamais le F.L.N. ne réussit à s'implanter véritablement dans le Grand Sud algérien.

Le traditionnel méchoui

Le ciel du Sahara est d'ailleurs sillonné en permanence par les « Dassault » qui, à 300 km/h et à 100 m de hauteur, scrutent les dunes, les falaises et les éboulis et demandent éventuellement l'intervention des commandos parachutistes.

Au début de juin 1959, vers la palmeraie de Taghit, l'avion fouille le Grand Erg occidental et aperçoit brusquement 24 chameaux bâtés; il alerte Béchar et deux heures plus tard deux sections larguées des *Dakota* progressent vers les animaux impassibles mais débâtés. Des fouilles sont aussitôt entreprises et, au pied d'une colline caillouteuse, une patrouille découvre 63 charges pesant chacune 70 kg. Tout est regroupé et pris en charge par un peloton de la compagnie saharienne portée d'infanterie de marine. Au retour, le convoi s'arrête : l'avion d'observation a repéré les rebelles, retranchés dans des éboulis. L'accrochage est sérieux; si la nuit est favorable aux fellaghas, qui réussissent à se replier, le jour ramène l'avion et la poursuite s'organise : 5 rebelles, 60 000 cartouches, 300 grenades, 100 kg d'explosifs, 3 500 allumeurs, 700 kg de vivres, tel est le bilan de cette fructueuse action.

Une opération de ratissage est déclenchée quelques semaines plus tard à 100 km de Colomb-Béchar. Deux tribus nomades les Ouled-Djahir et les Bou-Ménia se partagent cette vaste dépression traversée par deux oueds importants : la Saoura et le Ghir.

Les Bou-Ménia forment une communauté de 4 500 personnes. Elles se dispersent suivant les saisons, la richesse des pâturages et l'abondance de la cueillette des dattes. Beaucoup d'hommes travaillent aux mines de Kenadsa, d'autres ont rejoint les rebelles.

La situation étant devenue dangereuse pour les géologues, ingénieurs et pétroliers, le commandement a décidé de nettoyer la zone à fond. Contactée, la tribu des Bou-Ménia répond à l'appel du commandement français, qui lui donne des armes.

Le ratissage est opéré, les repaires et caches découverts, la région assainie. Le préfet et le commandant de zone devaient s'en féliciter au cours d'une prise d'armes qui eut lieu peu après à Abadla et qui se termina, dans une ambiance colorée, animée et amicale, au milieu d'anciens bardés de décorations, d'adolescents au fin profil, d'une foule de femmes et d'enfants, par le traditionnel méchoui.

Pourtant, le 27 mars 1960, à 8 h 30, le P.C. de Colomb-Béchar reçoit un renseignement : 5 chameaux ont tenté de franchir la frontière. Aussitôt, aviation et troupes sont mises en alerte : un *Piper* décolle, un commando de chasse du 35e R.I. suivi d'un deuxième se porte sur les lieux. A Bidon II, la 4e compagnie saharienne portée de légion étrangère est également alertée. Des hélicoptères ont déposé sur des D.Z. reconnues par le *Piper* des commandos parachutistes de l'air, qui s'installent sur les crêtes, barrant les axes de fuite.

A 11 heures, les rebelles sont localisés. L'encerclement s'élabore avec précision. Quand ils s'en aperçoivent, les fellaghas ouvrent le feu révélant leurs positions. Les commandos, la légion, accourent. A 13 heures tout est terminé. Le bilan est intéressant : 2 MAS, 2 carabines, 1 P.M. Mauser, 2 P.A.; la charge des animaux est appréciable : conserves de qualité, jumelles, documents. L'identité des rebelles tués crée une véritable surprise : ce sont le ▶

Kobus : colonel F.L.N. et agent du 2e bureau

colonel Lotfi, chef de la wilaya 5, son adjoint, le commandant Tahar, et leurs gardes du corps. Et chacun s'interroge : « Comment une personnalité comme Lotfi n'a-t-elle pu disposer que d'une si faible escorte pour franchir la frontière ? »

Dans la vallée de Colomb-Béchar à Beni-Ounif, un double réseau du barrage des Ksour protège la route et le chemin de fer. Commencé le 19 août 1957 à Dra-es-Saa et Aïn-el-Hadjadj, il se poursuit lentement. En juin 1959, 25 000 mines bondissantes et 25 000 mines « encrier » ont été posées dans les barbelés, le moindre contact les faisant exploser.

La surveillance du réseau s'effectue à partir de tours médiévales où logent des gardiens vigilants. Près des postes se regroupe une population semi-nomade empruntant la piste Abadla-Adrar.


J. Prayer

Ni chef ni combattant

Les « transmissions » étendent sur l'immense désert leur filet invisible de protection. Quinze stations sont disséminées dans cette zone avec, comme points extrêmes : El-Abiod, Bidon V, Tindouf, que la légende affirme être le point le plus chaud de la terre.

C'est ainsi que, dans des conditions particulièrement difficiles, l'armée française, messagère de paix et d'amitié, apportera aux populations sahariennes sa protection et son soutien actif.

A la limite de l'action répressive et de l'action pacificatrice, le commandement français va tenter trois manœuvres psychologiques qie l'on pourrait qualifier d' « intoxication » et qui eurent des fortunes diverses : la « force K », l'expérience Bellounis, l' « espionnite » d'Amirouche.

Abdelkader Belhadj Djillali, dit Kobus, qui, en octobre 1956, prend la tête d'un maquis de 40 hommes dans la partie centrale du Chélif est un bien étrange personnage. Qui est-il exactement ? A la fois colonel F.L.N., chef de la zone autonome d'Alger, chef de ce maquis anti-F.L.N. et agent des services spéciaux français, il a appartenu à l'O.S. — Organisation spéciale — créée après la guerre, à la dissolution du Parti du peuple algérien de Messali Hadj, et au C.R.U.A. — Comité révolutionnaire d'unité et d'action — fondé en 1953, et qui n'est autre que le futur F.L.N., où l'on trouve les principaux « chefs historiques » de la révolution algérienne. Au sein de ces organismes, il a été un informateur précieux pour les Français, bien qu'il ait purgé une peine de trois ans de prison pour activités antifrançaises. Il est avant tout très opposé au F.L.N. auquel il reproche de trahir la révolution et l'accession à l'indépendance nationale algérienne, en s'alliant au marxisme international. Pour lui, il faut d'abord combattre le F.L.N. ; il sera bien temps, après, de s'entendre avec les Français.

Pétri de culture française, il n'est pas foncièrement antifrançais; il considère néanmoins que la période coloniale est révolue et que c'est à travers des arrangements où la loi-cadre de Gaston Defferre paraît avoir sa place que l'indépendance de l'Algérie devra être négociée.

Toutes les personnes qui l'ont approché s'accordent pour admirer sa vivacité d'esprit, son sens politique, et bien que, plutôt gras, il n'ait pas un aspect physique très imposant, il apparaît comme un personnage agréable, sympathique, déployant de très belles qualités de comédien. Mais ce n'est ni un chef ni un combattant et ses nombreuses tergiversations et dérobades contribueront très souvent à agacer ses interlocuteurs.

En fait, c'est avec l'autorisation de la D.S.T. qu'il monte son maquis. Très vite, celle-ci laissera l'affaire entre les mains des services spéciaux français; elle maintiendra cependant des contacts, ce qui permettra à Kobus de se livrer à des surenchères lorsqu'il lui faudra obtenir des armes et l'extension de sa zone d'influence.

L'objectif des services spéciaux est d'utiliser l'animosité de ce maquis contre le F.L.N. pour le faire, peu à peu, basculer à nos côtés.

En réalité, très peu des « partisans de Kobus » connaissent les véritables desseins de leur chef. La plupart croient servir dans un maquis F.L.N. qui ne se distingue en rien des autres formations de cette organisation. Les insignes, les uniformes, les grades, les actions de propagande et de collecte auprès des populations sont pratiquement identiques. Ce n'est qu'au bout de plusieurs mois que beaucoup s'apercevront qu'ils se sont trompés. A peine d'ailleurs prendront-ils conscience qu'ils ne se battent pas contre les Français.

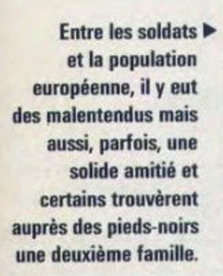
Kobus développe auprès d'eux une propagande nuancée leur laissant entendre qu'il les conduit sur le chemin de l'indépendance, qu'il faut pour cela mener une lutte révolutionnaire — à la différence de la harka voisine du bachagha Boualem dont l'organisation et les actions lui paraissent d'un autre âge — et qu'il faut d'abord abattre le F.L.N. inféodé au communisme. Il a choisi de mettre sur pied son maquis dans une région d'Algérie déjà très politisée et ouverte aux idées d'indépendance. Il maintient cependant à Alger un petit nombre de partisans, chargés de contacts équivoques avec le F.L.N.

En mars 1957, lorsque le lieutenant Heux entame la mission délicate de le

En Indochine, seule l'armée de métier avait participé aux combats. En Algérie, le contingent avait été mobilisé. Pour les jeunes appelés, ou rappelés, une vie nouvelle commençait. ▶



J. Prayer



◀ Une première surprise les attendait. Les paysages et le climat algériens n'étaient pas toujours semblables, il s'en faut, à l'image qu'ils s'en faisaient : soleil, palmiers et chameaux.



J. Prayer

Entre les soldats et la population européenne, il y eut des malentendus mais aussi, parfois, une solide amitié et certains trouvèrent auprès des pieds-noirs une deuxième famille. ▶



J. Prayer

◀ Les jeunes soldats découvriront une guerre difficile à laquelle ils n'ont pas été préparés. Peu arriveront à résoudre vraiment les problèmes moraux que soulève toute guerre antisubversive et presque tous resteront profondément marqués par leur expérience algérienne.

« manipuler », Kobus est à la tête de 400 partisans mal équipés et peu armés. Heux veut obtenir trois choses : se servir de lui pour détruire dans cette région toute implantation militaire du F.L.N., casser les organisations politico-administratives mises en place par celui-ci et obtenir des renseignements. Dans ces trois domaines, on peut estimer que les résultats au cours de l'année 1957 sont payants. En outre, la collaboration de cette bande avec les troupes françaises devient de plus en plus évidente. Le 4 juin 1957, au cours d'une opération menée par les partisans contre les éléments du F.L.N., l'aviation française agit à leur profit. Kobus, par une pirouette dont il est coutumier, expliquera à ses hommes que les Français pensaient soutenir les harkis du bachagha Boualem. En juillet 1957, la « force K » se bat aux côtés des parachutistes français, dont elle admire les capacités et la technique de combat. Cette fois, le doute n'est plus permis, les partisans de Kobus savent à quoi s'en tenir. Kobus, qui leur procure des armes et une solde régulière et qui étend sa zone d'influence, leur apparaît comme l'homme habile dans les négociations avec les Français, capable d'apporter l'indépendance à l'Algérie à travers ce combat fratricide. Ils n'accepteront pourtant jamais le statut officiel, sous l'appellation de bataillon du Doui, que leur proposent les autorités françaises. Réticence significative.

Non loin de là, se poursuit parallèlement l'expérience Bellounis. Kobus y est fermement opposé et a un certain mépris à l'égard de celui-ci, qu'il juge peu doué sur le plan politique. Il n'est pas question pour lui de se ranger sous ses ordres. Il a beau jeu de montrer aux Français, pour satisfaire ses demandes, qu'il n'a, lui, jamais porté les armes contre la France.

Mais c'est finalement le F.L.N. qui va avoir raison de la « force K ». Les Français ont-ils commis des fautes? Kobus a-t-il voulu se montrer trop habile? A-t-il cherché à trop en faire? Ce sont quelques-uns de ses adjoints qui vont le trahir et l'abattre, le 28 avril 1958. Les deux tiers de ses effectifs, soit 750 hommes, rejoignent le F.L.N. Les autres, 300 environ, se retrouveront dans des harkas voisines et serviront la France, cette fois au grand jour. La mort de son chef mettra ainsi brutalement fin à l'aventure étrange de cette « force K ». Elle aura été, pour les quelques Français qui eurent à la connaître et à en suivre les péripéties, une source d'enseignements précieux recueillis de l'intérieur sur la vie, l'organisation, l'atmosphère, la mentalité, les apirations de nos adversaires. Son échec, quinze jours avant le 13 mai 1958, sera, en revanche, lourd de conséquences pour la suite du conflit, malgré le retournement apparent et spectaculaire d'une partie de la population musulmane. Il est le signe de l'emprise grandissante du F.L.N., capable de faire sauter un mouvement, certes local, mais qui paraissait avoir un soutien populaire à toute épreuve. Ses hommes assistèrent impassibles à son exécution.

Bien que le personnage soit moins complexe que Kobus et que, dans sa durée, dans son retentissement comme dans les effectifs impliqués, cette affaire ait été nettement plus importante, le « général » Bellounis va se livrer avec les Français à un jeu tout à fait analogue à celui que mena le « colonel » Kobus.

Une position équivoque

Au début de l'année 1956, Bellounis est chargé par Messali Hadj de constituer des groupes armés, afin de prolonger son action politique et de ne pas se laisser prendre de vitesse par le F.L.N. C'est un combattant comparable à un Krim Belkacem dans les rangs du M.N.A. Il monte un maquis près de Palestro-Bouira, mais le F.L.N. prend le dessus dans cette région et le contraint à s'établir dans les hauts plateaux du Sud algérois. La situation pour lui devient rapidement intenable : il est pris à partie à la fois par les forces françaises et par le F.L.N. Dans les premiers mois de l'année 1957, il recherche le contact avec les autorités françaises en vue de coopérer à leur action sur le plan militaire tout en gardant des visées politiques opposées.

En mai 1957, un accord est conclu : les forces de Bellounis lutteront contre le F.L.N., communiqueront des renseignements, n'interviendront pas sur les élé- ▶

le 28 mars 1959, une o

Avec les appelés et les instructeurs de la 19e D.I... ▶ Ils semblent porter aux moutons un intérêt certain. Se trouve-t-il parmi eux un natif des Causses ou le régiment envisage-t-il seulement de faire un méchoui ?



Y.-G. Bergès



E.C.P.A.

Ci-contre : la messe de Noël devant un décor conçu et réalisé par un Parisien nostalgique qui rêve de retrouver les silhouettes familières... *Ci-dessus* : partie de dames. Pour passer le temps. Car la guerre, ce n'est pas seulement, pour le soldat, le crapahutage dans le djebel, les grandes opés et les nuits de guet dans un petit poste isolé au sommet d'un piton. C'est aussi l'ennui et la promiscuité des chambrées; les servitudes, la solitude et le spleen...

ments ralliés à la France; elles recevront en échange une aide matérielle appropriée. Elles en ont besoin, leurs sources d'approvisionnement en matériel étant quasiment nulles; il leur reste moins de 500 armes de guerre et quelques fusils de chasse pour plus d'un millier d'hommes.

Soutenu matériellement par la France, Bellounis va profiter du démantèlement de la wilaya 6, dans les hauts plateaux, provoqué par le ralliement de Si Chérif pour créer un véritable fief dans une région déjà fortement favorable au M.N.A. Il y lève des impôts, gagne à ses troupes plusieurs bandes incontrôlées et mène une propagande habile. Il laisse croire aux Français que son seul but est de vaincre le F.L.N., mais assure en sous main la population que l'indépendance de l'Algérie est acquise. Il faut néanmoins rétablir la paix contre le F.L.N. et la France l'en a chargé. Position équivoque qu'il gardera jusqu'au bout. Entre les autorités françaises et Bellounis va se jouer, tout au long de ce que l'on a appelé l' « expérience Bellounis », un jeu subtil consistant essentiellement à éviter de part et d'autre de s'engager dans une collaboration trop étroite. Suivant la méthode employée pour la « force K », des éléments français surveillent constamment les agissements de ses unités.

Bellounis groupe autour de lui 1 500 hommes qu'il baptise « armée nationale du peuple algérien », l'A.N.P.A. Il en fait surtout un instrument de propagande et de pression sur les masses. Nettement nationaliste, sa position politique à l'égard de la France est beaucoup moins nuancée que celle de Kobus. Les heurts avec les Français vont être de ce fait beaucoup plus fréquents et plus violents. Ils prendront une dimension particulière dans la mesure où la presse, donc le grand public, est informée. On est loin de l'atmosphère feutrée de l'expérience Kobus. Bellounis reçoit de hauts fonctionnaires, entre autres l'inspecteur général de l'administration, de hautes autorités militaires, tels le général Katz et le général Parlange, avec lesquels il traite d'égal à égal pour définir son rôle exact et le cadre dans lequel il lui est possible d'opérer. D'une façon générale, si les civils sont favorables à la poursuite de l'expérience, les militaires y sont opposés. Il est vrai que le bilan semble maigre. Pour quelques opérations menées contre le F.L.N. et la mise hors de combat de 250 de ses membres — laissant apparaître aux yeux du monde une faille dans le front uni du F.L.N. —, il y a les multiples méfaits perpétrés contre la population musulmane et même européenne : collectes intempestives que ne feront pas cesser les fonds accordés par la France, recrutement forcé de jeunes Algérois, enlèvement d'habitants européens de Duperré, assassinat de musulmans. Il faut y ajouter les attaques verbales ou par tracts contre la politique du gouvernement français et même certaines collusions avec des éléments F.L.N.

Cruel, exigeant, méfiant...

Deux événements vont amener les autorités françaises à interrompre cette expérience. D'une part, l'assassinat de Kobus, dont Bellounis sera très affecté, d'autre part, les événements du 13 Mai, qui, laissant entrevoir l'intégration pure et simple de l'Algérie à la France, convainquent les autorités qu'elles peuvent maintenant se passer de cette solution intermédiaire trop sujette à caution. Les parachutistes français attaquent, en juillet 1958, les forces bellounistes, le commandant de l'A.N.P.A. est tué. Seule une bande incontrôlée réussira à survivre, en butte aux actions du F.L.N. et plus ou moins tolérée par les autorités françaises.

L'échec de la « force K » et de

E.C.P.A.

« Garde-mites » : poste envié chez le soldat peu attiré ▶ par les exercices martiaux. Un grand nombre d'appelés travaillent aussi dans les bureaux ou encore sont affectés à la protection des trains et des convois.

...ration de routine va mettre fin à la carrière du colonel Amirouche



E.C.P.A.

l'expérience Bellounis montre les difficultés d'introduire sur l'échiquier algérien l'amorce d'une voie intermédiaire entre les positions maintenant « radicalisées » des deux partis en présence. L'Algérie restera française ou sera totalement indépendante, cette situation de fait laissera toujours sans lendemain les tentatives de l'une ou l'autre des communautés d'arriver à une solution plus modérée.

Le 28 mars 1959, une opération de routine, montée sur les simples présomptions d'un officier de renseignement local, permettait de mettre fin à la carrière du célèbre Amirouche, chef de la wilaya 3. Le colonel Ducasse, à la tête de son 6ᵉ régiment de parachutistes d'infanterie, de trois escadrons blindés, du 584ᵉ bataillon du train et de deux compagnies du 126ᵉ régiment d'infanterie de Bou-Saada, avait monté cette opération dans le djebel Tsameur contre l'avis du colonel commandant le secteur, qui en critiquait le caractère improvisé. Elle fut largement payante puisqu'en même temps qu'Amirouche devaient tomber Si Haouès, le chef de la wilaya 6 — le Sahara —, et son adjoint, Amar Driss.

Cela faisait des mois qu'Amirouche réussissait à échapper aux pièges tendus par les forces françaises. Peu de temps auparavant, le 22 mars, le colonel Buis, chef du secteur de Bordj-bou-Arreridj, ne l'avait manqué que de très peu dans le djebel Mansourah. Son secrétaire particulier, Boudenem était parmi les huit prisonniers d'une opération qui permit de mettre hors de combat 76 fellaghas. Ce jour-là, Amirouche n'avait dû son salut qu'à sa vigueur physique peu commune et à sa méfiance quasi instinctive : il venait de quitter les lieux avec une vingtaine de gardes du corps après quatre heures de repos seulement, laissant le reste de la katiba qui l'accompagnait, épuisé.

Amirouche, c'était le combattant de l'intérieur, cruel, exigeant, méfiant à l'égard de tous, particulièrement virulent à l'égard des « révolutionnaires de palace », ceux qui, en Tunisie et au Maroc, étaient incapables de fournir les renforts et les armes nécessaires. Il a été tué alors qu'il allait demander des comptes aux politiques du F.L.N., au G.P.R.A. Il rêvait de devenir le général en chef de l'armée F.L.N. de l'intérieur.

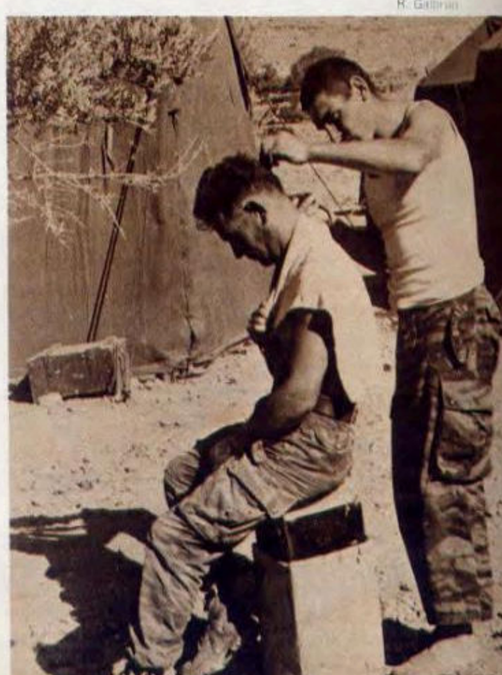
Ce n'est sans doute pas sans un certain soulagement que les membres du G.P.R.A. apprirent la mort d'Amirouche. Ils pouvaient à juste titre s'inquiéter de sa forte personnalité et de ses brillants états de service.

Un piège machiavélique

Le 20 août 1956, il est au congrès de la Soummam, le fameux congrès qui jeta les bases de l'action politique et militaire du F.L.N. et notamment l'organisation territoriale de la rébellion. Il est chargé, avec Ouamrane et Si Chérif, de faire appliquer dans l'Aurès et le Sud les décisions prises. Les chefs chaouïas de cette région, qui furent souvent les dissidents de la dissidence, ont jugé plus prudent de ne pas se rendre à ce congrès. Amirouche tente alors de mettre de l'ordre dans l'imbroglio des différentes actions de la rébellion de l'Aurès. S'appuyant sur les jeunes chefs, il obtient qu'une organisation nouvelle soit créée, articulée en mintakas, nahias et kasmas (compagnies, groupes et secteurs) avec à leur tête des chefs pourvus de grades, des commissaires politiques et des assemblées du peuple désignées. Les rivalités n'en seront pas pour autant complètement liquidées mais les chefs des armées évoqueront longtemps l'organisateur Amirouche.

En avril 1958, il devient le chef de la wilaya, 3 celle de la Kabylie, c'est la wilaya pilote, le plus beau commandement pour un chef de l'intérieur. Mais Amirouche va être le jouet d'un piège machiavélique que va lui tendre le 2ᵉ bureau français. Le colonel Godard a imaginé en effet de l'intoxiquer en lui laissant croire que sa wilaya était truffée d'espions qui ▶

R. Gallimard



Figaro chez les parachutistes du 6ᵉ R.P.I.Ma. Le ▶ maniement des ciseaux n'empêche pas celui du fusil et de la mitraillette. Chez les paras, le cheveu long est mal vu. La coupe virile est seule autorisée.

une retentissante affaire d'espionnite

renseignaient l'état-major français. Le procédé était simple, il suffisait de libérer des fellaghas prisonniers en leur demandant, après quelques heures d'incarcération, d'aller remettre une lettre à tel ou tel officier de l'entourage d'Amirouche. Comment un prisonnier avait-il pu être si facilement et si rapidement libéré? Pressé de questions, le plus souvent torturé, le malheureux ne pouvait pas ne pas parler de la lettre et, finalement, sous la torture, finissait par inventer n'importe quoi. Les destinataires de ces lettres, dûment choisis par le 2e bureau français, étaient alors rigoureusement interrogés; affolés, ils se livraient alors à des dénonciations tout à fait arbitraires. Amirouche, qui ne s'était pas fait que des amis dans la rébellion, exécutait alors les « coupables ». Il entreprit une véritable campagne contre l'espionnage, suspectant toutes les recrues venant d'Alger et même des jeunes femmes, à l'égard desquelles il avait une phobie maladive. Cette affaire d'espionnite fit l'objet de sa part d'une volumineuse correspondance, il écrivait aux autres chefs de wilaya et à Tunis pour les mettre en garde contre la prétendue tentative des Français d'introduire quelques-uns des leurs dans les maquis. Certains membres du C.C.E. de Tunis furent même soupçonnés. Mais, dans l'ensemble, l'espionnite ne dépassa guère le cadre de la Kabylie. L'épuration y fut sanglante, les charniers se multiplièrent. Elle ne cessa qu'en juillet 1959 après la mort d'Amirouche. On a estimé à plus d'un millier le nombre des victimes de ces purges.

L'« armée à tout faire »

Malgré la férocité et le manque de discernement qu'il déploya dans cette affaire, Amirouche restera dans l'histoire de la rébellion algérienne une figure hors du commun. Par son courage d'abord, son sens du combat révolutionnaire, du type guérilla, qu'il sut mener avec l'astuce d'un vieux guerrier — il n'avait guère plus de trente ans à sa mort —, le prestige qu'il avait su acquérir parmi ses hommes, ses pairs et une partie de la population, son souci de la discipline et le fanatisme qu'il insuffla à ses subordonnés, il fut pour l'armée française un adversaire redoutable.

Après deux longues années pendant lesquelles l'emprise du F.L.N. s'est progressivement étendue à toute l'Algérie, les forces françaises ont repris l'initiative, l'organisation politico-administrative rebelle a reçu des coups sévères. Les bandes ont éclaté et sont traquées dans les refuges où elles se sont retranchées. De très nombreuses restrictions à la circulation sur les grands axes ont pu ainsi être levées, le développement économique a été relancé, en particulier par l'exploitation des gisements pétroliers et la construction d'oléoducs.

La proportion des musulmans engagés aux côtés des Français sur le sol algérien s'accroît, alors que les effectifs rebelles passent de 140 000 à 50 000. Les quatre dixièmes sont d'ailleurs stationnés en Tunisie et au Maroc, ce qui donne à l'action rebelle un caractère d'agression extérieure.

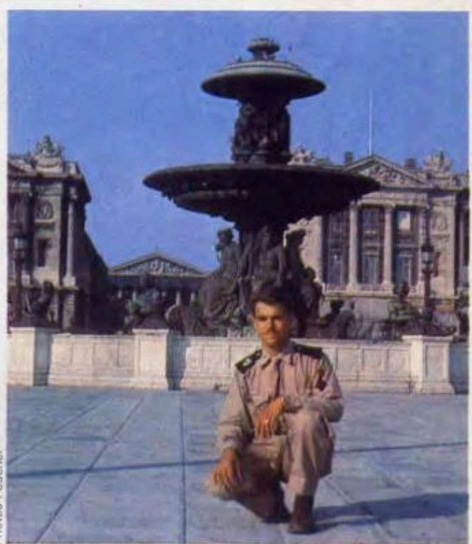
L'armée a tendance à devenir « l'armée à tout faire ». Mais en sortant de ses attributions, ne risque-t-elle pas de se détourner de sa vraie mission — la destruction des bandes — et de s'affaiblir en se dispersant dans des tâches administratives? Certains, pour lesquels la solution politique passe d'abord par la solution militaire, le craignent. Pour d'autres, au contraire, le problème est global et les deux missions doivent, en conséquence, être menées de front... H

XXX


Papin

Ci-contre : la corvée d'eau, une des servitudes du soldat. *Ci-dessous* : un permissionnaire à Paris. Pendant des mois, le Parisien isolé sur son piton au milieu de la montagne kabyle ou du sauvage massif de l'Aurès a rêvé de la place de la Concorde. Comme il a rêvé aussi de descendre les Champs-Élysées au bras d'une belle fille au regard tendre...




Photos Foucher


Agostini

Ci-contre : déjeuner à Karicha avec les dragons. Sur la table, le transistor qui permet d'écouter les nouvelles de France. Que se passe-t-il à Reims, à Lyon, à Nantes ou à Montpellier? *Ci-dessus, à gauche* : la vie de caserne. Le soldat y traîne souvent son ennui et songe à la « quille ». « Cent au jus », « Cinquante au jus », « Dix au jus », se répète le libérable comme une comptine... Et auprès des bleus, il devient parfois un seigneur.

CHRONOLOGIE DES OPÉRATIONS EN ALGÉRIE - 1954-1956 *(suite page 4 de couverture)*

	1954 N	D	1955 J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	1956 J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
G G Générale	Monsieur LEONARD	Général CHERRIERE					Monsieur SOUSTELLE		Général LORILLOT Commandant Supérieur Interarmées et Commandant de la Xème Région Militaire							Général Catroux			Monsieur LACOSTE Ministre Résidant							
Effectifs	58 000	76 000				81 000		Renforts : 2 bataillons - 13 escadrons - 6 Cies de transports.			145 000			160 000		186 000			193 000 Arrivée des disponibles - VALMY.					381 000 Libération des disponibles - Force A -		325000
Evènements Extérieurs					Tension au Maroc			Hostilité au Parlem. pr l'emploi du conting. en Algérie									Indépend. TUNISIE MAROC		Aide à la rébellion du MAROC et de la TUNISIE.					Aides accrues MAROC et TUNISIE CAMPAGNE d'EGYPTE		
Rébellion	Embrasement des AURES. Foyers secondaires sur l'ensemble de l'ALGERIE. Incursions de bandes venant de TUNISIE.			Assassinats en KABYLIE Effectifs rebelles Aurès : 2000 h. Kabylie : 200 h.		Terrorisme CONDE - SMENDOU SETIF BONE GUENTIS	Assassinats à BISKRA	Terrorisme à Philippev.	Assassinats à Kenchela	Attaque rebelle COLLO	Assassinats MORSOTT Meskiana	Efferves. des HODNA Maquis Tlemcen. et TRARAS		Mutilation dans Oranais	Sabotages des voies de communication Destruction écoles Attaque des Auto-défenses en Oranie	Pourrisset frontière Franco-Marocaine Désertion provoquée ds les unité F.O.	Liaison rebelle établie entre Aurès Kabylie Pourrisse: DAHRA Les Braz Actions Ouarsenis Actions rebelles ATLAS Saharien	Mts des Ksour Figuig C. Béchar	Actions HLL Sebdou A. Témouch Sebkha Oran Terrorisme s'accentue à ALGER Action sur Mitidja HLL contrôlent Bou-Saada Djelfa Généralisation par les rebelles de l'emploi des mines.	Action HLL ctre A.défense la Soumman HLL intensifient poussée sur Djebel AMOUR	Grèves à ALGER Insécurité Côte de Cherchell à Ténès Pourriss: A. Sefra Laghouat	Congrès de la Soumman	Terrorisme ALGER Attaques de villages en Auto-défense	Unité rebel. accrochée ds O.Oran. abandonne drapeau Marocain		
F. O.	OPERATIONS DANS LES AURES Appui feu Aviation autorisé		Installation de Bureaux Arabes adaptation des limites militaires et administratives. Jumelage autorités civiles et militaires dans les AURES.		Formation d'unités mobiles prélevées sur le quadrillage.	Création de la zone opérationnelle Sud Constantinois.	Unités prélevées sur Aurès pr le Nord Constantin.	Commandement prescrit : Etablir un premier et quadrillage dans le Nord Constantinois. Renforcer frontière Franco-Tunisienne, reconstruire et maintenir moyens dans les Aurès. Etoffer la Grande Kabylie.							Commandement prescrit : nettoyer BELEZMA et HODNA, reconnaître région Bou-Saada et Ouarsenis rechercher renseignements région Touggourt. Surveillance des frontières.			Mise de militaire à la disposition de l'administration civile. Médecins, instituteurs, chefs de chantier.	Mise en conditions des renforts regroupement des régiments "Para" Protection des récoltes. Etayer étendre la pacification dans les zones qu'il est possible de soutenir.		"Il faut que dès l'automne, soient dispersées et anéanties les bandes... l'initiative doit être prise et gardée partout". Décision du Commandement : Assurer défense des fermes. Armement des U.T. Tenir réserves mobiles en alerte. Mise sur pied Force A	OP ds Aurès Création Zone Opérationnelle de BLIDA	Demande protecti. pr 2500 musulm. Taberda Prescription d'un effort opérationnel soutenu	Arraisonnement ATHOS Capture Ben-Bella	Découvert tenues US venant du Maroc en Oranie.	
	REBELLION LOCALISEE ou DEBUT DE LA REBELLION		EXTENSION DE LA REBELLION A L'ENSEMBLE DE L'ALGERIE EST ALGEROIS			CONSTANTINOIS					ORANAIS								LA REBELLION COUVRE L'ALGERIE							BATAILLE d'ALGER

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 1er trim. 1974. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2108. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — N° 377 - 28 janvier 1974.



CHRONOLOGIE DES OPÉRATIONS EN ALGÉRIE - 1957-1958 *(à suivre)*

	1956 (D)	1957 (J F M A M J J A S O N D)	1958 (J F M A M J J A S O N D)
GC Général		*Monsieur L A C O S T E Ministre résidant* / *Général S A L A N Commandant Supérieur Interarmées en Algérie et Commandant de la Xème Région Militaire*	*Monsieur L A C O S T E Ministre résidant* / *Général S A L A N Commandant Supérieur Interarmées en Algérie et Commandant de la Xème Région Militaire* (until M); *Général SALAN Délégué Général et Commandant en Chef des F. en Algérie* (from J); *Général CHALLE* (D)
Effectifs		Passant de 395 000 à 308 000 (J); Effectifs portés de 308 000 à 396 000 renforts (F–J); TUNISIE MAROC METROPOLE (A–S); Effectifs ramenés à 377 000 (service de 24 mois) (O onward)	Effectifs ramenés à 377 000 (service de 24 mois) (until A); Renforts 384 000 (M–J); 442 000 (A); MAROC TUNISIE service 27 mois 400 000 (S–D)
Evènements Extérieurs	Débats O N U défavorables au F L N	Pouvoirs spéciaux renouvelés (M); Campagne de Presse en Métropole (M); Espagnols saisis. Juan Illuenca-Suali (J); Marocains saisissent Korsoe (S)	Conférence ACCRA Bons offices Conférence Tanger (J–F); Crise ministérielle en France (A)
Rébellion	Tentatives d'insurrection généralisée; 3 500 exactions	4 000 exactions (J); grève générale (J–F); Relève de l'aide extérieur du MAROC par la TUNISIE (J–A); Poussée F.L.N. au SAHARA (A–S); Organisation de la base Tunisienne et des courants logistiques Est Ouest (A–D)	Tentative d'internationalisation du conflit par voie diplomatique (SAKHIET) (J–M); Le pétrole ne passera pas (J–F); Le CCE part pour Le Caire (F–M); Effort logistique F.L.N. (J–F); Attitude expectative de la rébellion après le 13 mai. Tentative de neutralisation du mouvement d'opinion du forum. (M onward); Sabotage F.L.N. du référend. des Elections Législativ. (N)
Forces de l'Ordre	Bataille d'ALGER; Combinaison des activités opérationnelles et des techniques de la guerre psychologique - Organisation et éducation des populations.; Début mise sur pied éléments intervention (Plan Scipion)	Pouvoirs de police au Génét. MASSU (J); Relance du terrorisme urbain (M); Arrestation Yacef Saadi (S); Création du centre d'Arzew - CIPCG (M–A); Opérations "PILOTE": Nord Orléansville, Palestro (NK3); Atlas Blidéen OP. NC 15; Cloisonnement de la rébellion Construction du barrage Est (J–S); Amorce du barrage des KSOUR (A); Bataille du SAHARA (S–N); Campagne de ralliements des combattants rebelles (S–D); Dahra occidental (S); Mise en place des moniteurs d'Issoire (O–D); Equipes médico-sociales itinérantes (O–D); Bandes rebelles chassées de l'ALGERIE utile et refoulées dans les zones inhospitalières.	Arraison. Slovenidja (J); Arraison. Baltice Exporter (M); Arraison. Minimas (A); Valorisation barrage Est (J–F); Bataille des Frontières (J–F); Le pétrole passe (F); Valorisation barrage Ouest (M–J); PREPARATION DU REFERENDUM (M–A); des élections législatives (N); Nettoyage des zones rebelles, opérations dans les C.A. ORAN et ALGER (S–N); Arraison. Granita (D)
Phases Marquantes	BATAILLE d'ALGER	LUTTE CONTRE LE TERRORISME URBAIN et les OPERATIONS PILOTE; OPERATIONS PILOTE; ACTION SUR LES BARRAGES; BATAILLE POUR L'ETANCHEITE DES FRONTIERES; BATAILLE DU SAHARA	BATAILLE POUR L'ETANCHEITE DES FRONTIERES; BATAILLE DES FRONTIERES; PACIFICATION; 13 MAI ET REFERENDUM; ELIMINATION DES BANDES